



**Diagnostic intersectionnel du vécu des femmes, des personnes
sexisées, racisées et faisant partie de la communauté LGBTQIa+
dans le milieu festif et des bars en particulier**

Étude préalable à la mise en place de mesures contraignantes adéquates pour les acteur·rice·s
du monde de la fête et de la nuit ayant pour objectif la sécurité de tou·te·s

Décembre 2021 – Avril 2022

Marché Public de faible montant 2021-390

CPV : 79311000-7 (service études)





Table des matières

<i>Diagnostic intersectionnel du vécu des femmes, des personnes sexisées, racisées et faisant partie de la communauté LGBTQIa+ dans le milieu festif et des bars en particulier</i>	1
Table des matières	2
<i>Introduction</i>	3
1. Contexte de la démarche	3
Objectifs de l'étude	4
Approche méthodologique	5
<i>Résultats</i>	8
1. Volet qualitatif	8
a. Le vécu des femmes rencontrées lors des discussions de groupe	8
b. Établissements de type bar – Le milieu festif	10
c. Associations	12
2. Volet quantitatif	15
A. Description de l'échantillon	15
B. Point spécifique sur le vécu des répondant-e-s	18
C. Résultats	19
3. Agora	41
A) Rappel du contexte de cette phase du diagnostic et de son déroulement	41
B) Résultats de l'agora	42
<i>Conclusions et recommandations</i>	48
<i>Annexes</i>	56



Introduction

1. Contexte de la démarche

Début octobre 2021, de nombreux témoignages d'agressions sexuelles dans des établissements du quartier du Cimetière d'Ixelles apparaissent sur les réseaux sociaux, d'autres établissements sont également pointés du doigt dans l'ensemble de la région bruxelloise.

Sont dénoncés particulièrement, les modes opératoires des agresseurs qui recourent à des drogues, médicaments ou alcools divers, de manière préméditée, pour rendre confuses puis agresser des femmes dès lors qu'elles ne sont plus en possession de leurs moyens. Les soupçons se tournent vers des serveurs de ces établissements, ainsi que vers des sorteurs. La passivité des établissements est dénoncée.

Le 14 octobre, une manifestation est organisée entre le Cimetière d'Ixelles et la place Fernand Cocq. Au terme de cette manifestation, une délégation est reçue par le Bourgmestre d'Ixelles, en présence de la présidente du Conseil communal et du 1^{er} Échevin en charge de la prévention.

Lors de cette rencontre, le Bourgmestre d'Ixelles s'engage à mettre en place un diagnostic du vécu des femmes, par les femmes, dans le monde de la nuit, préalable à une série de mesures contraignantes pour les cafés avec l'aide du secteur associatif.

En parallèle, la commune d'Ixelles a participé à des échanges avec les autorités régionales qui orienteront leurs actions vers un renforcement de la prévention et de la sensibilisation, ainsi qu'avec les autorités fédérales qui orienteront leurs actions vers une amélioration de la prise en charge des victimes et de la répression des auteurs.

Dans ce contexte délicat, Égérie Research a répondu à l'appel d'offres émis par la commune d'Ixelles pour établir un diagnostic du vécu des femmes, personnes sexisées, racisées et faisant partie de la communauté LGBTQIa+ de la vie de la nuit à Ixelles comme commune pilote.



Objectifs de l'étude

Le premier objectif est d'établir un diagnostic intersectionnel du vécu des femmes dans le monde de la nuit, en tenant compte d'éléments tels que l'expérience des personnes racisées, sexisées et faisant partie de la communauté LGBTQIa+, avec pour tou-te-s un point d'attention sur les violences sexuelles

Le deuxième objectif est de coélaborer des pistes de solutions avec le secteur associatif, les cercles étudiants, et les personnes concernées en vue de diminuer l'insécurité et les violences sexuelles vécues par les femmes, les personnes racisées, sexisées et faisant partie de la communauté LGBTQIa+, dans la commune d'Ixelles.

À partir de ce diagnostic intersectionnel, l'objectif est de dégager les constats et points d'attention à prendre en compte pour la commune d'Ixelles mais également pour d'autres pouvoirs publics :

- Dans la création ou le renforcement de mesures contraignantes pour les acteur·rice·s de la vie de la nuit
- Dans l'optique d'améliorer la prise en charge des victimes et la répression des auteur·rice·s de violences sexuelles
- Dans la politique de communication et de sensibilisation liée à la prévention des violences sexuelles

Le dernier objectif est d'établir les constats et points d'attention à prendre en compte dans de potentielles futures démarches par d'autres autorités locales.



Approche méthodologique

Le diagnostic a été réalisé en trois étapes distinctes afin d'assurer son caractère intersectionnel et de prendre en compte la réalité de plusieurs intervenant-e-s (des associations, des sorteur-euse-s, patron-ne-s de bar), afin de proposer des pistes de solutions réalistes en clôture de ce rapport.

1. Phase pilote : interviews individuelles et discussion de groupe

1.1 Réalisation d'interviews individuelles avec différents publics en vue de préparer un questionnaire quantitatif inclusif et intersectionnel :

Public 1 : acteur-rice.s du secteur associatif féministe :

Quatre membres/fondateur-rice-s d'association ont pu être rencontré-e.s en entretiens individuels en visioconférence afin de comprendre le vécu et la réalité des différents profils de personnes confrontées au harcèlement ou à des violences sexistes, et d'assurer dans la mesure du possible le caractère intersectionnel du questionnaire quantitatif.

- UFIA & Les sous-entendues
- Sansblanclerien
- Touche pas à ma pote
- Balancetonbar

Public 2 : bartenders et gérant-e.s de bars situés dans les deux quartiers investigués de la commune ainsi qu'ailleurs dans Bruxelles.

Plusieurs personnes travaillant ou étant responsables de bars et d'établissements ont pu être rencontrées en entretien individuel, en visioconférence ou par téléphone, afin de comprendre les contraintes et la réalité de la gestion d'un établissement au quotidien, et notamment la gestion des violences sexistes et sexuelles, et du harcèlement (au sein des équipes de l'établissement et envers les client-e.s).



Public 3 : sorteur·euse·s dans les quartiers du Cimetière d'Ixelles et de la place Flagey

1.2 Réalisation d'une discussion de groupe autour de l'insécurité avec des sorteur·euse·s

Un groupe de discussion de 2h a été organisé rassemblant plusieurs personnes afin de comprendre les motivations, les besoins, la réalité des sorteur·euse·s en soirée et la nuit dans la ville.

1. Enquête quantitative :

Avec les informations et constats récoltés lors de la phase pilote, un questionnaire en ligne a été réalisé et programmé en vue de réaliser le diagnostic intersectionnel de l'insécurité vécue par les personnes sortant dans les quartiers du Cimetière d'Ixelles et de la Place Flagey. Cette phase a été prise en charge par AQ RATES, bureau spécialisé en approche quantitative.

Deux publics ont été choisies lors de la diffusion du questionnaire. Elles devaient répondre aux critères suivants :

- Sortir au Cimetière d'Ixelles ou à la place Flagey afin d'avoir une expérience réelle des sorties dans ces lieux.
- Avoir entre 18 et 30 ans afin de pouvoir réaliser le diagnostic sur base de témoignages de personnes ayant des situations de vie similaires ou semblables.¹
- Être une femme ou une personne sexisée.

¹ Dans premier temps, il a été choisi de se concentrer sur ce segment d'âge. Néanmoins une démarche similaire concernant la tranche d'âge suivante démontrerait un intérêt certain.



- Public 1 : femmes (prise en compte de l'expérience des personnes sexisées, racisées, faisant partie de la communauté LGBTQIA+)

Public 2 : étudiant-e-s visitant le Cimetière d'Ixelles et la place Flagey

Le questionnaire a récolté 826 réponses au total. Il était accessible via un lien URL entre janvier et février 2022.

2. Organisation d'une agora de travail pour approfondir des pistes de solutions concrètes pour améliorer la sécurité dans le milieu festif

Sur base des enseignements tirés lors des deux premières étapes, une agora de 3h a été organisée, rassemblant des personnes volontaires, le 26 mars 2022 dans un local mis à disposition par la Commune d'Ixelles.



Résultats

Pour parler de sécurité lors des soirées en bar et en boîte, il faut avant tout aborder le sentiment d'insécurité générale ressenti par les personnes interrogées dans le cadre de la réalisation de ce diagnostic. En effet, l'insécurité est une problématique qui va au-delà du contexte des sorties en bar ou en boîte de nuit le soir et s'inscrit dans un modèle d'inféodation du genre féminin aux règles implicites de l'espace public.

1. Volet qualitatif

a. Le vécu des femmes rencontrées lors des discussions de groupe

Nous observons que ce sentiment d'insécurité généralisé est intégré comme une « norme » à un niveau psychologique, conscient ou inconscient, par les femmes que nous avons rencontrées lors de la discussion de groupe. À leurs yeux, l'espace public au sens large est intégré comme étant hostile pour les femmes et les personnes sexisées.

➤ *Une charge mentale conséquente*

Les femmes rencontrées lors de la discussion de groupe racontent comme la préparation à la sortie est un moment pivot pour elles, avec la mise en place de stratégies pour « se donner l'impression d'être moins susceptibles d'être agressées ».

Au sentiment d'insécurité s'ajoute une charge mentale considérable, entre autres à cause de la mise en place de ces stratégies, et de la crainte de vivre de mauvaises expériences lors de la sortie.

L'insécurité ressentie pendant l'aller pour arriver au bar peut être vécue comme « lourde » au niveau psychologique et, de manière incidente, l'arrivée dans le bar est vécue comme « un soulagement » : « la soirée peut (enfin) commencer ».



Notre démarche met en lumière que, a priori, le bar est perçu comme un endroit « safe » par rapport au reste du milieu festif nocturne, et ainsi les violences qui y sont perpétrées sont vécues comme une forme de trahison du contrat implicite entre les établissements et ses client·e·s.

➤ ***L'âge des premières sorties***

Il ressort aussi de cette discussion de groupe que les premières sorties en bar ou en boîte de nuit commencent entre 14 et 16 ans. Cet attrait précoce pour le monde de la nuit peut s'expliquer notamment par une attirance pour l'interdit et la transgression.

Aux yeux de le·la jeune sorteur·euse, il s'agit de s'essayer aux codes de sorties par le maquillage par exemple, la tenue et la consommation d'alcool. Pourtant, ce manque d'expérience des sorties est crucial et déterminant dans la vigilance et la capacité de réaction des sorteur·euse·s qui auront, en cas de problème, tendance à cacher le problème aux adultes, par honte ou peur des conséquences.

➤ ***Les réactions potentielles en cas d'agression***

Enfin, les femmes rencontrées lors de la discussion de groupe expliquent qu'il peut être difficile de réagir lorsqu'elles se retrouvent en situation de harcèlement ou d'agression.

De leur expérience, et des expériences qu'elles ont entendues auprès de leurs ami·e·s, une infinité virtuelle de réactions sont possibles dépendant de la situation de harcèlement ou d'agression.

Elles expliquent également la difficulté de faire appel à l'aide en cas d'agression, tant à son entourage qu'au personnel de sécurité ou au personnel des bars. Une situation de harcèlement ou d'agression constitue souvent, selon elles, un choc pour la victime, qui peut amener à un état d'esprit d'hypervigilance, à de la méfiance envers toute personne inconnue, voire un état de sidération qui empêche toute réaction.



Par ailleurs, il peut être difficile de mettre les mots sur le vécu de l'agression, de la qualifier et de prendre conscience de ce qui s'est passé.

Faire appel à la police est également décrit comme une réaction potentielle, mais difficile à mettre en place, avec la crainte de ne pas être accueilli-e avec bienveillance et écoute.

Il ressort de cette discussion de groupe que l'insécurité est bel et bien une problématique banalisée, vécue avec une forme de fatalisme. Les répondant.e.s ont néanmoins l'exigence que la situation s'améliore pour tous·te·s, et une revendication à la liberté de faire la fête en toute sécurité et d'être traité·e·s avec autant de respect et d'égard que tou·te·s les client·e·s.

b. Établissements de type bar – Le milieu festif

Les bars d'Ixelles sont le point de convergence de beaucoup de Bruxellois·ses, en quête d'amusement, de lâcher-prise ou simplement de bon temps entre ami·e·s.

→ Des endroits qui sont appréciés

Ils sont perçus comme des endroits de confort (même s'il y a une aspiration à danser) et d'amusement accessibles. Les répondantes rencontrées lors de la discussion de groupe rapportent qu'elles éprouvent un plus grand sentiment de sécurité dans les bars qu'en boîte de nuit.

➤ Entre fatalisme et volonté d'améliorer les choses

Or, lorsque nous interrogeons les gérant·e·s des bars, nous observons une forte banalisation de cette insécurité, ainsi qu'une forme de fatalisme. L'insécurité la nuit est décrite comme un phénomène « ancien », « constant », contre lequel il n'est pas possible de lutter.

Nous relevons néanmoins une volonté des responsables de bar rencontré·e·s à s'engager concrètement pour faire évoluer la situation, avec une demande de partage de responsabilité et



de soutien concret (personnel formé, infrastructures accessibles et sécurisées, éclairage public,...) des institutions concernées (commune/région/corps de police/personnel hospitalier/etc.)².

En effet, aux yeux de ces professionnel-elle.s ouvert-e-s au changement, l'insécurité ressentie par leurs client-e-s représente un risque réputationnel et économique pour leur(s) établissement(s), tandis qu'ils/elles vivent déjà une période de crise financière à cause de la pandémie de la COVID-19 et des différentes contraintes sanitaires entre 2020 et 2022.

➤ **Les limites de leurs responsabilités**

Nos entretiens relèvent aussi un questionnement latent autour des limites de la responsabilité du bar, sur ce qui se passe à l'extérieur ou juste devant l'établissement : sur quel périmètre s'étend la responsabilité du bar et la gestion des problèmes liés à l'insécurité ?

En effet, le manque de personnel, le manque de volonté de reconnaître une responsabilité sur ce qui se passe hors établissement et la difficulté de gérer les consommations extérieures au bar, sont autant de facteurs qui rendent cette dimension de responsabilité floue et situationnelle.

Globalement, les témoignages récoltés confirment le désarroi et le besoin pour les professionnel-elle.s d'un vrai travail de sensibilisation, de formation et soulignent un besoin des établissements de mettre au point des guidelines transversaux applicables et concrets.

² Un grand nombre d'établissements ixellois ont confirmé leur disponibilité à prendre part aux démarches mises en place par la commune ou par d'autres autorités publiques afin de prévenir les risques d'agressions sexuelles dans le milieu festif.



➤ **Les videurs et le personnel de sécurité**

Enfin, pour les personnes rencontrées (interviews individuelles auprès de femmes qui militent dans des associations d'un profil plus engagé), la présence d'un videur dont le rôle est aussi de trier les client-e-s sur base de critères propres à chaque établissement (ces critères peuvent être basés sur un dress code, l'état d'ébriété, l'âge, le genre, et parfois un profilage racial), reproduit les dynamiques d'une forme de patriarcat qui inféode la femme à des règles implicites propres à chaque établissement : « *quand il y a un videur à la porte, qui autorise certaines à rentrer et pas d'autres, et que les (jolies) filles peuvent entrer sans payer, on comprend qu'on devient de la bidoche à la disposition des clients* ».

À cela s'ajoute une absence de remise en cause du business model même de ces établissements : faire payer des clients pour qu'ils puissent rencontrer les clientes (en les rendant accessibles et en facilitant leur présence grâce à la gratuité de l'entrée) crée une atmosphère, un espace où la femme devient un objet de consommation en soi.

c. Associations

Nos différents entretiens avec des représentant-e-s d'association nous permettent de mettre en lumière un manque de compréhension, de prise en considération et d'analyse, avec une



approche intersectionnelle³ du vécu de l'insécurité et des violences sexistes à l'encontre des personnes racisées⁴, ou ayant une orientation sexuelle ou une identité de genre sortant des normes hétérosexuelles cisgenres⁵.

➤ **Accumulation des facteurs discriminants**

En effet, la problématique de l'insécurité et des violences sexistes se traduit et est vécue différemment par les différentes personnes rencontrées. Certaines agressions peuvent à la fois être de nature sexuelle, sexiste, raciste, homophobe, etc. Ainsi les caractéristiques discriminatoires additionnelles de ces agressions opèrent comme un multiplicateur de violence et aggravent le traumatisme vécu par ces personnes.

Parallèlement, ces agressions escaladeraient davantage et plus rapidement vers de la violence physique et verbale lorsque les personnes prises pour cible confrontent leur(s) agresseur-euse(s).

³ Terme proposé par l'universitaire afro-américaine féministe Kimberlé Williams Crenshaw en 1989. Notion en sociologie et en réflexion politique qui désigne la situation des personnes subissant simultanément plusieurs formes de stratification, domination ou discrimination dans une société.

⁴ Racisé – sub : raciation : un processus par lequel une personne est, en raison de ses caractéristiques, assimilée à « une race humaine » déterminée, une personne qui est touchée par le racisme, la discrimination.

⁵ Cisgenre : se dit d'une personne dont l'identité de genre correspond au genre lui ayant été attribué à la naissance.



Ces réactions plus virulentes pourraient être expliquées par l'existence de préjugés et stéréotypes dans la société à l'encontre des personnes racisées, homosexuelles, transgenres, qui justifieraient le passage à la violence physique ou verbale pour ces agresseur-euse-s.

Nos entretiens nous permettent également de mettre en avant le fait que le suivi et l'aide reçue en cas d'agression ou de harcèlement varient énormément lorsque ce sont des personnes racisées, homosexuelles, ou transgenres qui les demandent. Elles rencontreraient des difficultés à être pris-e-s au sérieux ou entendu-e-s, et craignent de vivre une agression supplémentaire.

-

Cette phase exploratoire qualitative nous a permis de rédiger un questionnaire, qui a été testé d'abord lors d'une phase pilote et ensuite programmé et scénographié par une société partenaire : AQ RATES.



2. Volet quantitatif

A. Description de l'échantillon

Le questionnaire a récolté 826 réponses.

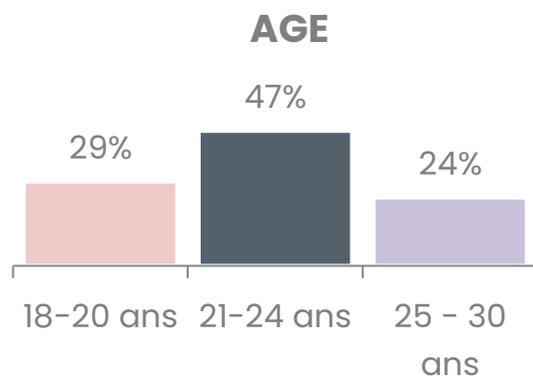
La marge d'erreur maximale est aux alentours de 3,5%.

Les critères de sélection étaient :

- Femme, personne sexisée, (exclusion des hommes cisgenres)
- Fréquentant de manière régulière le Cimetière d'Ixelles et/ou la place Flagey
- Ayant entre 18 et 30 ans

Détail de l'échantillon :

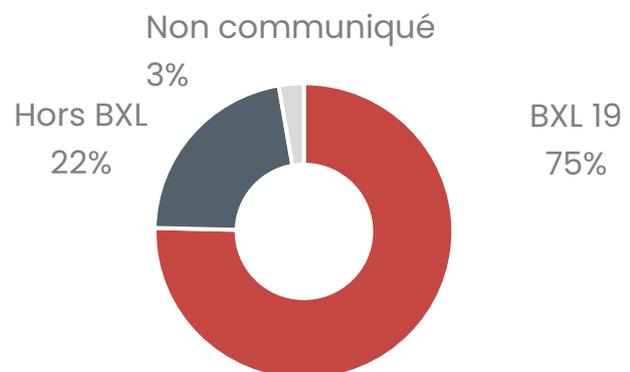
Distribution des âges sur l'échantillon total



N=826

Logement principal déclaré sur l'échantillon total

CP logement principal

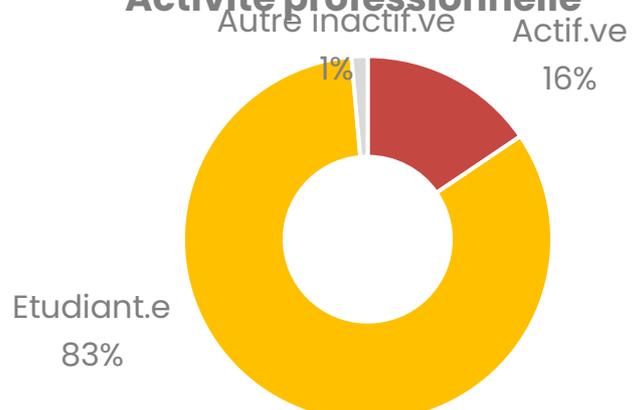


N=826

Activité professionnelle déclarée sur l'échantillon total

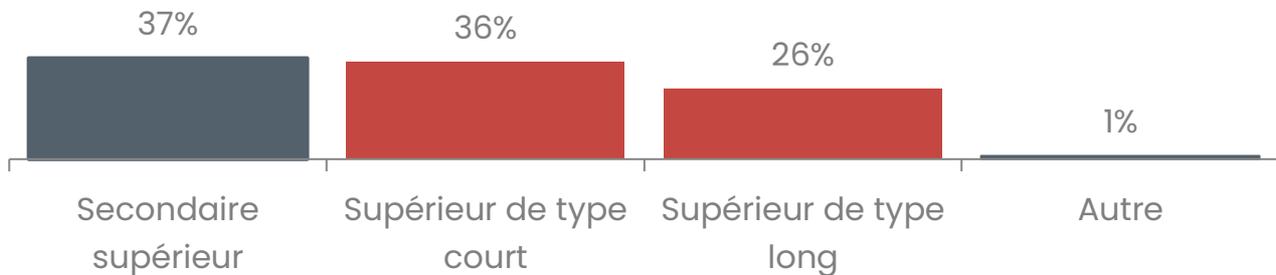
N=826

Activité professionnelle





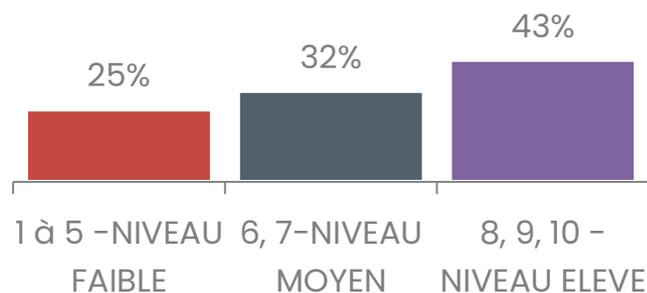
Niveau Instruction



Niveau d'instruction déclaré sur l'échantillon total

N=826

Niveau de vie



Niveau de vie déclaré sur l'échantillon total

N=826

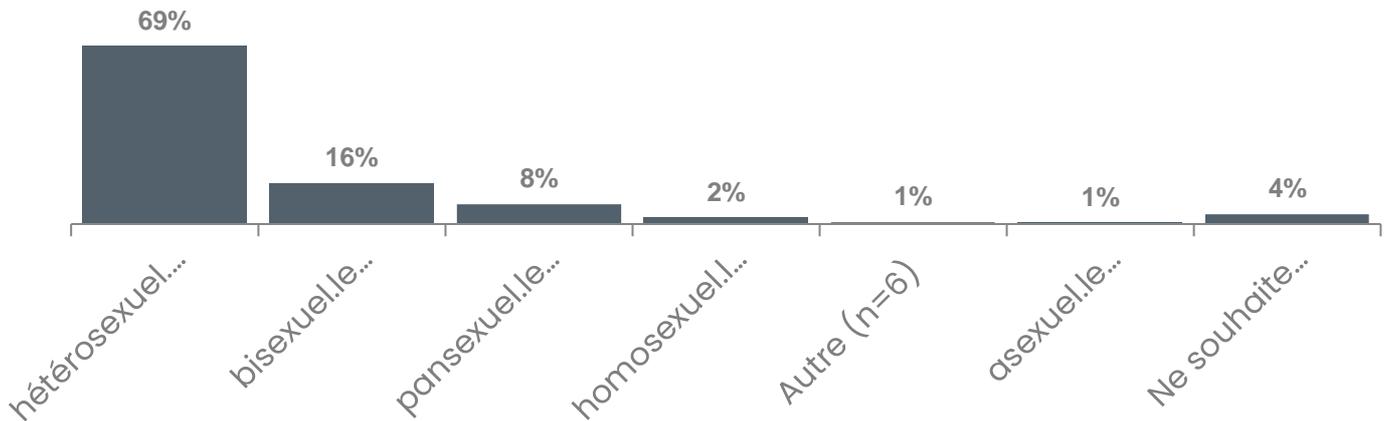
Au niveau de la diversité des profils de personne de l'échantillon, et du caractère intersectionnel de ce diagnostic, nous pouvons dire que la majorité des personnes ayant répondu au questionnaire sont des personnes de nationalité belge (74,6), tandis que 25,4% sont de nationalité étrangère. (cf.annexe 6).

Nous retrouvons une diversité importante de l'orientation sexuelle des personnes ayant répondu à notre questionnaire, qui nous permettra de dégager des tendances ou différences significatives sur le plan statistique entre les différents vécus des différents profils.



Au niveau de l'identité de genre, nous dégagerons les tendances et les différences, même si celles-ci ne sont indicatives (pas ou moins significatives sur le plan statistique.)

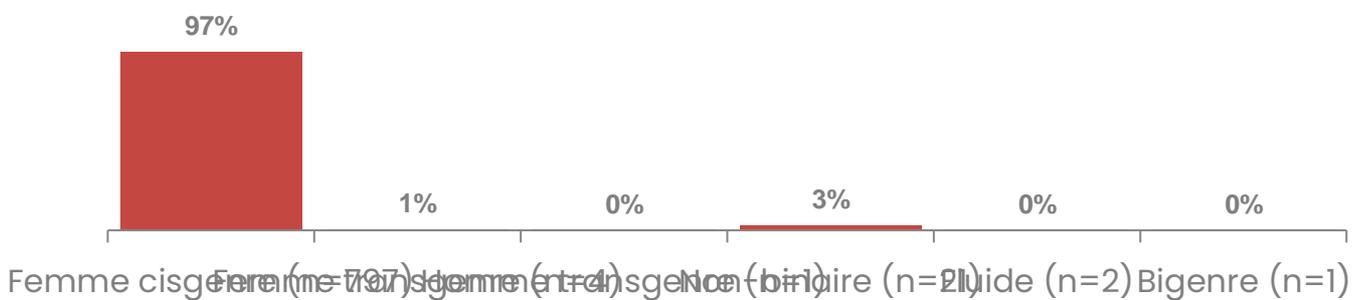
Orientation sexuelle



Orientation sexuelle déclarée sur l'échantillon total

N=826

IDENTITE DE GENRE



Identité de genre déclarée sur l'échantillon total

N=826



B. Point spécifique sur le vécu des répondant-e-s

Nous observons qu'un pourcentage total de 69,1% des personnes disent avoir le sentiment d'être discriminées pour une ou plusieurs raisons.

Par exemple, l'identité de genre est le caractère discriminatoire le plus important cité par les répondant-e-s (38%), y compris les femmes cisgenres. Cela nous permet de faire l'hypothèse que les agressions et les harcèlements ont été intégrés comme étant des agressions sexistes ou/et misogynes, visant leurs caractéristiques physiques ou identitaires perçues comme une expression du genre féminin.

Par ailleurs, nos entretiens en phase qualitative en amont nous permettent d'apprendre que, pour les personnes transgenres, le caractère discriminatoire sexiste ou misogyne a également une base transphobe lorsque la transidentité de la cible est découverte par l'agresseur-euse, ce qui peut provoquer une escalade de violence lors de l'agression.

Les caractéristiques physiques ou génétiques, c'est-à-dire l'apparence générale des personnes ayant répondu est le deuxième critère discriminatoire le plus important (31%).

Il apparaît donc que pour ces personnes, l'apparence physique est un des critères majeurs à la base d'une agression. Cela est conscientisé à un niveau plus ou moins profond pour les répondant-e-s, car nous retrouvons des questions et des stratégies autour de l'apparence dans la préparation à la sortie, pendant celle-ci et pendant le retour.

Nous pouvons donc faire l'hypothèse que les personnes sexisées, c'est-à-dire les personnes victimes de sexisme et du patriarcat, sont perçues comme des objets, à la disposition des autres, et dont l'accès est octroyé par leur simple présence dans l'espace public.

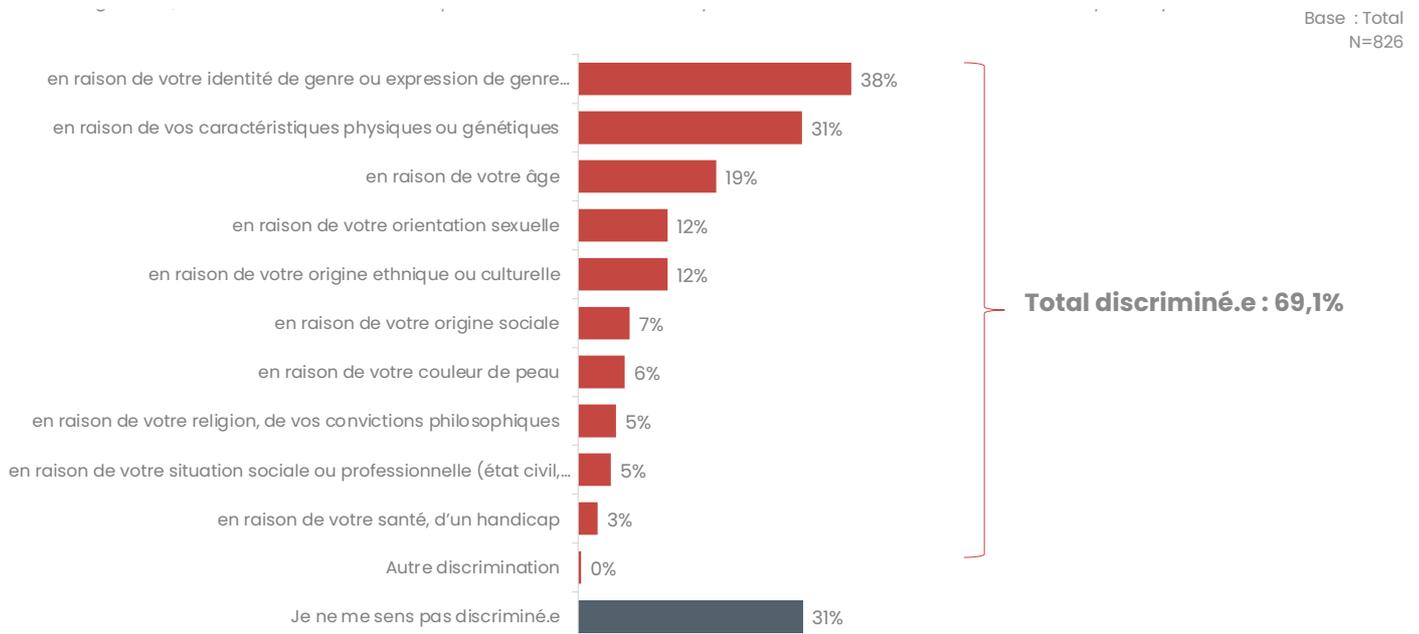
Cet état « d'objet (passif) au milieu de sujets (actifs) » est l'un des symptômes du sentiment d'insécurité qui apparaît dès que le domicile est quitté : l'obligation de s'inféoder aux règles implicites de l'espace public.



L'orientation sexuelle et l'origine ethnique ou culturelle sont deux autres critères discriminants (12%), de même que l'origine sociale (7%), et la couleur de peau des personnes ayant répondu (6%).

Ce tableau nous permet de confirmer que les agressions et harcèlements sexistes et sexuels sont également susceptibles d'avoir un ou des caractère(s) discriminatoire(s) additionnel(s).

De manière générale, le sentiment d'avoir été discriminé.e sur l'échantillon total, plusieurs réponses possibles :



N=826

C. Résultats



3. L'insécurité dans l'espace public en général

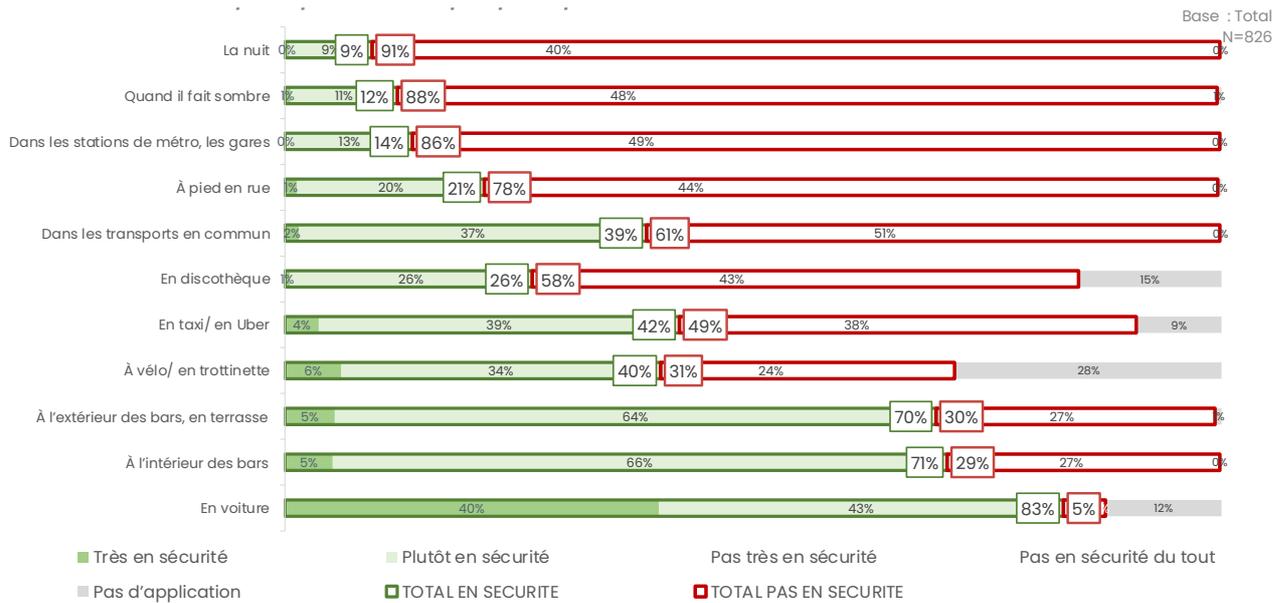
Les résultats de la phase qualitative nous permettent de confirmer que de manière globale l'insécurité concerne l'espace public (les rues, les stations de métro) et la mobilité (dans les transports en commun, les taxis/Uber).

À partir du moment où les répondant·e.s quittent leur domicile, ils/elles se sentent pour la majorité en insécurité, et le trajet jusqu'au bar semble être une épreuve en soi.

Nous faisons l'hypothèse que cette impression, ce sentiment de sécurité dans les bars, ont été fortement secoués par les témoignages parus sur la page Instagram *Balancetonbar* qui ont été ressentis comme une véritable trahison : l'endroit où ces sorteur·euse.s pensaient être enfin en sécurité s'avère être aussi dangereux que l'espace public.

Les personnes en charge du lieu feraient des femmes et des personnes sexisées au mieux un·e consommateur·ice de second plan, au pire un objet de consommation.

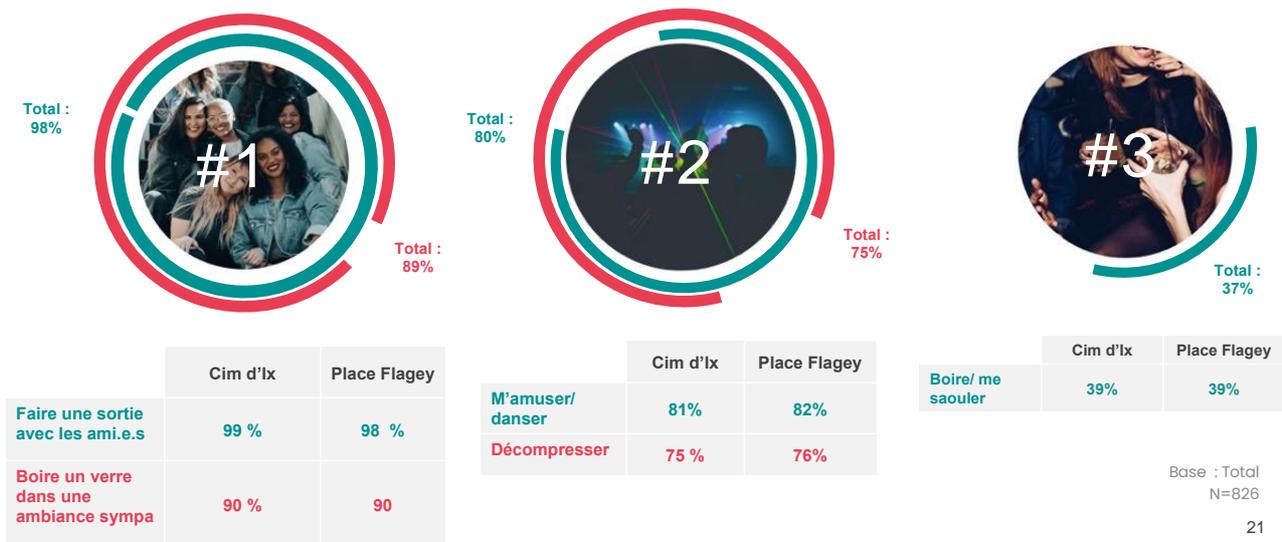
Sentiment de sécurité dans différents espaces sur l'échantillon total :



4. Les raisons qui motivent une sortie en bar en général

Le plaisir d'être ensemble et de se retrouver entre ami.e.s sont les moteurs les plus importants pour nos répondant.e.s, qui apprécient les établissements où elles se rendent.

Raisons de sortir sur l'échantillon total :



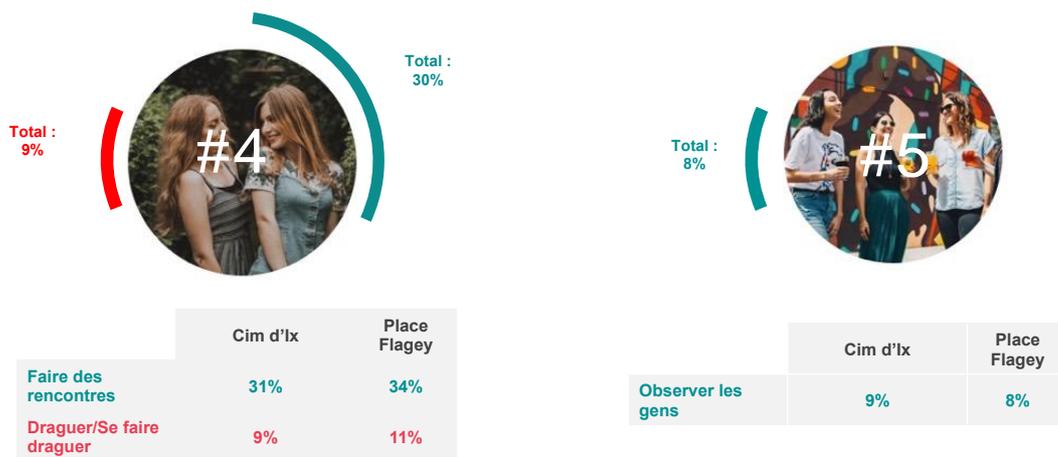
La totalité des répondant-e.s citent la sortie entre amis et le fait de se retrouver pour « boire un verre dans une ambiance sympathique » comme motivations principales, ensuite « s’amuser et danser » et « décompresser ».

Enfin, « boire », ou « se saouler », est une motivation citée par presque 40% des personnes. Cela confirme que l’univers des sorties en bar et en boîte est aussi un univers de consommation et d’alcool.

Cette culture de la consommation s’accompagne également de préjugés et de stigmates, comme mis en avant lors de la phase exploratoire, parce qu’elle sert parfois de justification ou de motif au refus de croire aux récits d’agression et de harcèlement.

Par ailleurs, elle crée aussi un espace « unsafe », de non-droit, où les agressions sont plus courantes, plus acceptées comme « un dommage collatéral à la consommation », et aggrave le sentiment d’insécurité.

Raisons de sortir sur l’échantillon total :



Base : Total
N=826



Nous remarquons que faire des rencontres (30%) est une motivation moins importante que la motivation de boire un verre (90%), elle concerne seulement un tiers des personnes ayant répondu au questionnaire. Par ailleurs, la drague (draguer ou être dragué.e) est une motivation pour seulement un dixième des personnes, au même niveau que la motivation d'observer les autres client-e.s.

Nos répondant-e.s ne sont donc généralement pas à la poursuite d'une rencontre à finalité sexuelle et pourtant, comme illustré plus tard dans ce rapport, ils/elles sont la cible de nombreuses attentions de nature sexuelle pouvant aller jusqu'à de l'agression et du harcèlement. Cette opposition des motivations entre les répondant-e.s et les autres client-e.s participent donc fortement au sentiment d'insécurité dans les bars.

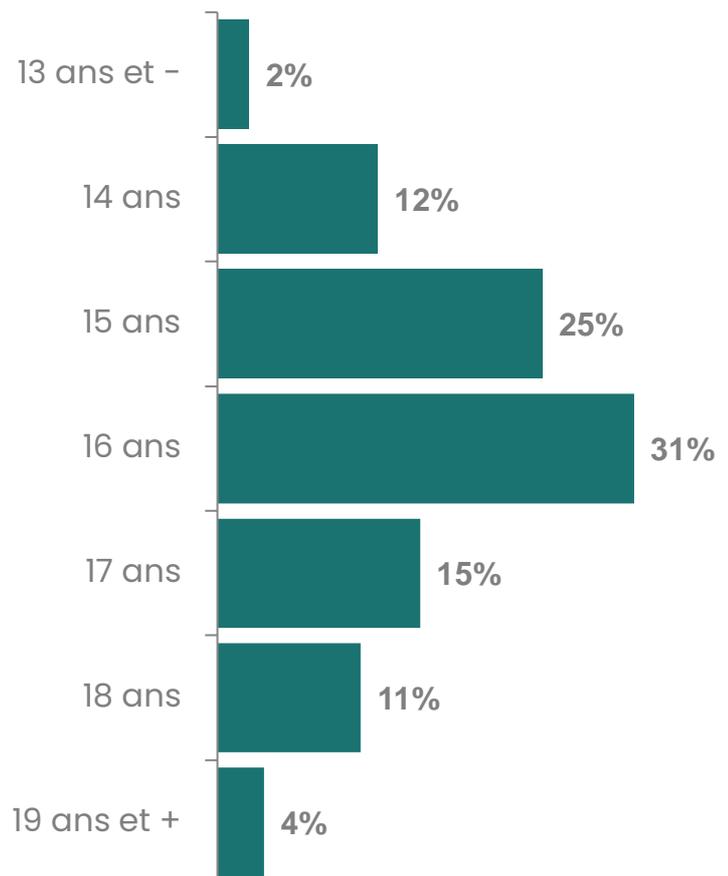
5. L'âge des premières sorties

Après avoir mis en lumière les motivations à sortir dans les bars, il nous semble important de nous pencher sur l'âge des premières sorties.

Nous remarquons un manque de considération de l'âge comme risque accru de vulnérabilité aux agressions et au harcèlement sexuel.

Alors que les gérant-e.s rencontré.e.s affirment que leur clientèle est majeure ou du moins qu'ils/elles interdisent l'accès à leur établissement aux mineurs, nous faisons le constat que la majorité des répondant-e.s disent avoir commencé à sortir en bar avant leur majorité (en moyenne 15,9 ans).

Age des premières sorties



Âges des premières sorties sur l'échantillon total

N=826



Au-delà de la difficulté de contrôler l'âge de la clientèle des bars, il y a un réel danger pour ces jeunes qui sont dans une situation de vulnérabilité accrue, d'une part parce qu'ils/elles sont déjà en situation de transgression (être dans un bar tandis que c'est interdit), ce qui rend difficile l'appel aux adultes responsables, d'autre part nos entretiens durant la phase qualitative nous ont appris que certain·e·s agresseur·euse·s sont en recherche de ces jeunes mineur·e·s, et les prennent pour cible.

➤ ***La différence entre le discours des professionnels qui font état d'un public de consommateurs majeurs et la réalité éclairée par l'étude, démontre la nécessité de clarifier la politique des établissements à l'égard du public mineur.***

6. Préparation des sorties dans les bars au Cimetière d'Ixelles et à la place Flagey

De manière générale, les répondant·e·s s'organisent énormément avant de sortir dans l'espace public, ils/elles chargent leur téléphone, organisent leur retour et vérifient les horaires des transports en commun. Ils/elles préviennent un pair d'où ils/elles se rendent, avec qui et quand ils/elles comptent rentrer.

Nous remarquons également que la majorité des répondant·e·s disent faire attention à leur tenue, préparer des chaussures plates, ou encore camoufler leur tenue de soirée sous des vêtements larges ou des manteaux.

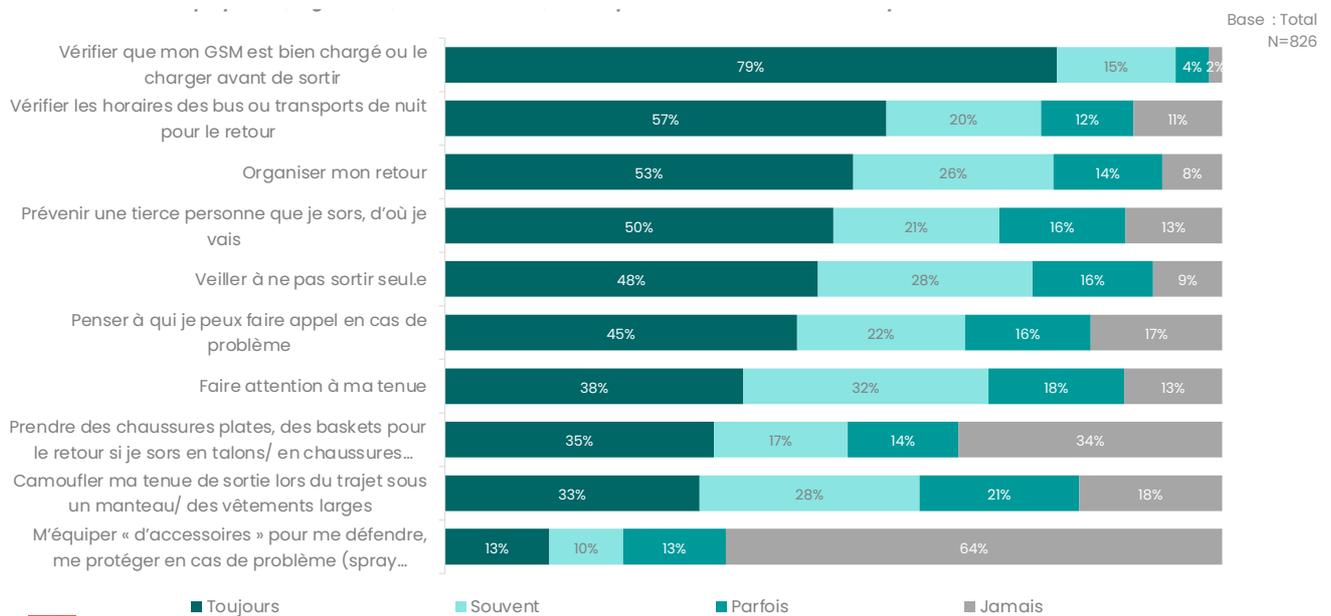
- *Cela confirme l'hypothèse que l'apparence physique est intégrée par les répondant·e·s comme un élément déterminant dans la perception des probabilités d'être pris·es pour cible par un·e agresseur·euse.*
- *Cela confirme également l'hypothèse d'une très importante charge mentale pour ces personnes, comme évoqué lors de la discussion de groupe lors de la phase qualitative.*



Ces stratégies visant à réduire les probabilités d'être pris-es pour cible, indiquent également qu'ils/elles portent, inconsciemment ou consciemment, une certaine charge de la culpabilité de la potentielle agression ou du harcèlement.

Ainsi, si ils/elles n'ont pas suffisamment préparé leur déplacement, leur retour, ou arrangé leur tenue, ils/elles peuvent avoir l'impression d'être en partie responsables de l'agression que ils/elles ont subie.

Stratégies, éléments mis en place avant une sortie :



7. État d'esprit lors des soirées en bars

De manière générale, les soirées en bars évoquent un état d'esprit de convivialité, de détente, pour la majorité des répondant-e-s. Néanmoins, pour une majorité d'entre eux-elles, cela évoque aussi de la vigilance, une mise en danger.

Cela est indicateur d'un antagonisme entre l'envie, le plaisir de retrouver des pairs, et la crainte de devoir affronter l'espace public.

État d'esprit lors des sorties sur l'échantillon total :

Correspond à mon état d'esprit, total N = 826	Oui	Non
Convivialité	90%	10%
Détente	82%	18%
Vigilance	81%	19%
Excitation	62%	38%
Mise en danger	45%	55%
Anxiété	39%	61%
Insouciance	28%	72%

8. Ce qui augmente le sentiment d'insécurité

Elements influencant le sentiment d'insécurité lors des sorties :

N=826



N°1 :
En transversal, la présence d'autres personnes



N°2 :
L'environnement direct autour du bar



N°3 :
L'environnement dans le bar



N°4 :
Mon sentiment de vulnérabilité



L'environnement autour et dans le bar peuvent être des facteurs importants qui aggravent le sentiment d'insécurité, notamment si l'ambiance est perçue comme malsaine, si l'espace est mal éclairé, s'il y a trop d'obscurité ou s'il fait sale. La réputation du bar et l'attitude du patron·ne et du personnel jouent également un rôle important dans le sentiment d'insécurité dans le bar.

Une partie des éléments cités ci-dessus sont pourtant sous la responsabilité ou le contrôle partiel des patron·ne·s des bars (par exemple, la réputation, l'éclairage, la présence de personnes en état d'ébriété, etc.). Or, pour rappel, lors de nos entretiens avec ces dernier·ière·s, nous avons rencontré un fort sentiment de fatalisme, de banalisation et de laisser-faire. Peu de remise en question du modèle, et l'impression que depuis toujours, le rôle de la sécurité se borne à la gestion des bagarres et à l'excès de consommation.

Le sentiment d'être vulnérable joue un rôle dans le sentiment d'insécurité, nous retrouvons ici la charge de culpabilité portée par les répondant·e·s, vis-à-vis de leur manière d'être habillé·e·s, de leur consommation et de leur état de fatigue.

9. État des lieux : harcèlement, agression et violence dans les bars

Spontanément, un peu plus de la moitié des répondant·e·s disent avoir déjà été victimes de harcèlement ou d'agression sexuelle. Pour 29% d'entre eux·elles, cela s'est produit à plusieurs reprises.

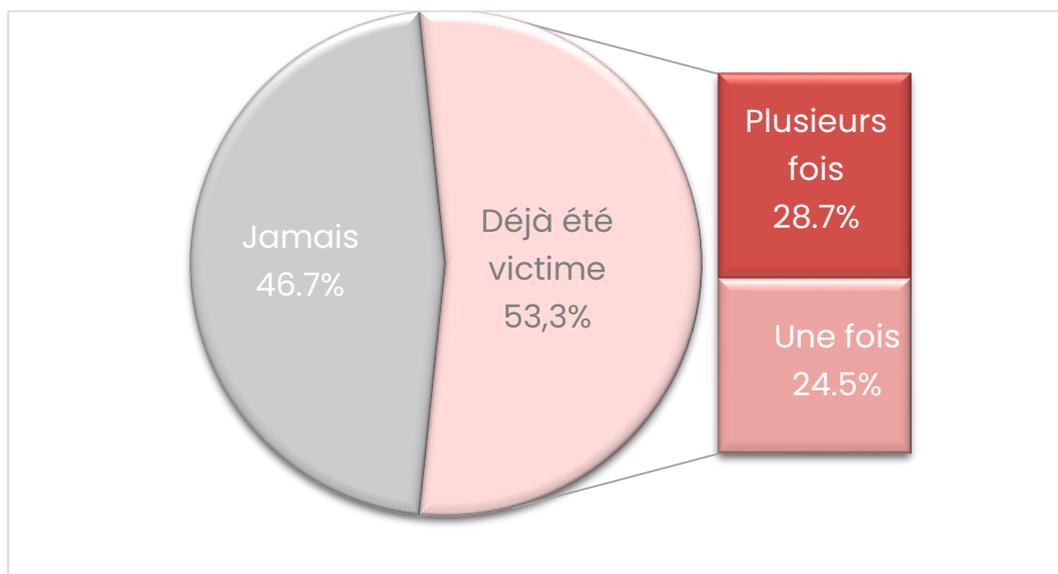
96% d'entre eux·elles disent avoir été confronté·e·s à au moins une des situations de violence sexiste ou sexuelle citées dans le questionnaire.

- *Cela est indicateur d'une forte internalisation et banalisation des violences sexistes pour ces personnes, qui n'identifient pas systématiquement ce qui peut être considéré comme de la violence sexiste, à du harcèlement ou à une agression.*

Bien que l'impact des agressions et du harcèlement sur la santé mentale et l'état d'esprit d'une personne ne soit pas directement l'objet de notre étude, il nous semble important de rappeler que cet impact est très important :

- il renforce le sentiment de devoir être sur ses gardes et vigilant-e lors des soirées car ils/elles ont déjà vécu un fait d'agression
- il crée du trauma impactant sur le long terme la santé psychologique
- il génère des traumatismes supplémentaires lorsque la personne tente de porter plainte ou de recevoir de l'aide parce qu'il/elle doit raconter à de nombreuses reprises l'agression ou le harcèlement

Personnes déclarant avoir été déjà victimes de harcèlement ou de violence sexuelle lors des sorties dans des bars de la place Flagey ou du Cimetière d'Ixelles sur l'échantillon total :



N=826



Détails des agressions, du harcèlement qui ont déjà été vécus par nos répondant-e-s :

Faits de violences N= 826	Oui, une fois ou plusieurs fois	Jamais
Être sifflé.e en rue	85,0%	15,0%
Être interpellé.e de façon familière par un.e inconnu.e	88,4%	11,6%
Recevoir des commentaires sur mon apparence, mon anatomie, mes vêtements	76,7%	23,3%
Me faire aborder de façon non sollicitée	88,6%	11,4%
Me faire toucher les cheveux, les bras, les mains, les épaules, le visage de façon non sollicitée	54,5%	45,5%
Être pris.e en photo, en selfie sans mon consentement	17,7%	82,3%
Me faire questionner avec insistance sur ma vie sexuelle ou affective	41,0%	59,0%
Recevoir des propositions sexuelles non sollicitées	46,6%	53,4%
Me sentir oppressé.e par une personne qui empiète sur mon espace vital	83,0%	17,0%
Me faire insulter, subir des violences verbales	53,5%	46,5%
Profiter de mon état d'ébriété ou de ma consommation de drogue pour m'imposer ou tenter de m'imposer des relations sexuelles	21,7%	78,3%
Subir des attouchements sexuels, me faire toucher les seins, les fesses, le sexe contre mon gré	38,8%	61,2%
Être empêché.e de fuir, de me dégager d'une contrainte physique	20,0%	80,0%
Être confronté.e à un exhibitionniste / voyeur	28,1%	71,9%
Se faire « frotter » dans une foule	59,0%	41,0%
Être contraint.e à boire de l'alcool ou consommer des stupéfiants avec excès	5,8%	94,2%
Être drogué.e à mon insu (GHB...)	15,0%	85,0%
Subir des violences physiques, avoir été frappé.e, giflé.e...	8,9%	91,1%
Être forcé.e à embrasser	15,5%	84,5%



Être suivi.e avec insistance	59,9%	40,1%
Etre menacé.e verbalement	38,5%	61,5%
Être menacé.e avec un objet ou une arme	3,7%	96,3%
Être abusé.e sexuellement	11,9%	88,1%

Ces résultats sont alarmants et témoignent d'un quotidien et d'un vécu anxigènes pour les femmes et les personnes sexisées en général.

Il serait intéressant de poursuivre ce diagnostic auprès d'un public masculin pour pouvoir déterminer avec certitude dans quelle mesure l'insécurité impacte la vie des sorteur·euse·s, car il nous semble s'agir d'une problématique globale de santé publique.

10. Caractère discriminatoire des agressions ou du harcèlement

Dans près d'un cas sur deux, les agressions et/ou violences subies avaient également un caractère discriminant visant l'apparence physique, la couleur de peau, l'orientation sexuelle, le handicap ou l'identité de genre. Pour 37% de ces personnes, les agressions ou violences sexistes et discriminatoires se sont produites plus d'une fois. (cf. annexe 7)

Caractères discriminatoires déclarés lors des agressions :

N=383

Caractères discriminatoires	Personnes ayant déjà été victimes d'agression et ayant un caractère discriminant N = 383 (48% des personnes ayant été victimes d'agression N = 798)
origine sociale	78%
orientation sexuelle	77,2%



couleur de peau	75%
situation sociale ou professionnelle	72,2%
origine ou culture	70%
identité de genre, expression de genre	69,7%
caractéristiques physiques ou génétiques	68%
santé, handicap	68%
âge	67%
religion, conviction	48,8%
ne se sent pas discriminé.e	17%

Les résultats indiquent que les personnes racisées, les personnes transgenres, non-binaires ainsi que les personnes bisexuelles, homosexuelles, pansexuelles, font l'expérience de l'ensemble des agressions ou harcèlement sexistes ou sexuels mentionnés dans la partie précédente.

Ils indiquent également que les personnes ayant une orientation sexuelle ou une identité de genre différentes de la norme hétérosexuelle cisgenre semblent présenter des risques accrus d'être prises pour cibles par les agresseur-euses.

Spontanément, les personnes transgenres ou non-binaires disent avoir été déjà davantage victimes d'agression ou de violences sexuelles.

Genre des personnes ayant été victime d'agression ou harcèlement : distribution des genres sur l'échantillon total :

	Ayant déjà été victime de harcèlement, d'agression ou de violence sexuelle N=826
--	---



Femmes cisgenres	52,4%
Personnes transgenres, ou personnes non-binaires	75,9%
Personnes homosexuelles	55%
Personnes bisexuelles	65,2%
Personnes pansexuelles	71,4%

Au niveau des agressions et du harcèlement vécus, les personnes transgenres ou non-binaires rapportent être sensiblement plus souvent victimes d'agression sexuelle, d'agression verbale violente et d'agression physique. Ces tendances semblent en alignement avec les résultats de la phase exploratoire de ce diagnostic. (cf. Annexe 3)

Pour 67,9% des personnes transgenres ou non-binaires, ces agressions ou ces violences avaient également un caractère discriminant.

Les personnes homosexuelles, bisexuelles et pansexuelles reçoivent sensiblement davantage de commentaires sur leur apparence (homosexuelles 85%, bisexuelles 83,3%, pansexuelles 85,7%)

Au niveau des agressions, du harcèlement et des violences sexistes vécus par ces personnes, les résultats indiquent qu'elles sont davantage victimes d'agressions sexuelles, de violences physiques (être empêchées de s'éloigner, être frappées). Elles sont davantage interpellées de manière familière, elles sont davantage questionnées sur leur vie sexuelle et affective et reçoivent davantage de propositions sexuelles non sollicitées.

Enfin, elles rapportent que les agressions et les violences sexuelles subies avaient un caractère discriminant pour 75% des personnes homosexuelles, 59,5% pour les personnes bisexuelles, contre 41,9% pour les personnes hétérosexuelles. (cf. détails en annexe 8)

Pour les personnes racisées, les personnes rapportant se sentir discriminées en raison de leur origine ethnique ou culturelle (N = 102) ou de leur couleur de peau (N = 53), les résultats indiquent que ces personnes sont sensiblement davantage victimes de violences de nature sexuelle



(recevoir des commentaires sur leur apparence, être questionnées sur leur vie sexuelle et affective, être frottées dans une foule, subir des attouchements de nature sexuelle, être abusées sexuellement) et sont sensiblement davantage victimes de violences physiques (être menacées verbalement, être giflées, frappées) que la moyenne générale. (cf. détails en annexe 9)

70,7 % des personnes rapportant se sentir discriminées en raison de leur origine ethnique ou culturelle rapportent avoir vécu une ou des violences sexuelles ayant un caractère discriminatoire relatif à l'origine ethnique ou à la culture.

75 % des personnes rapportant se sentir discriminées en raison de leur couleur de peau rapportent avoir vécu une ou des violences sexuelles ayant un caractère discriminatoire.

Les personnes disant connaître des violences sexuelles avec un caractère discriminatoire porté sur la santé ou un handicap sont sensiblement davantage victimes de violences verbales par rapport à la moyenne générale, elles sont sensiblement davantage la cible de commentaires, de propositions de nature sexuelle également. Elles sont aussi sensiblement davantage abordées de manière familière dans la rue. Enfin, elles sont aussi sensiblement plus souvent victimes de violences de nature sexuelle. (cf. Annexe 4)

- *Il est important de garder à l'esprit que pour les personnes qui subissent des agressions à caractère sexiste ou sexuel et ayant un caractère discriminatoire, les caractères additionnels peuvent être cumulatifs (par exemple, raciste et homophobe, transphobe, validiste et xénophobe, etc.).*
- *Nos entretiens qualitatifs nous ont permis d'apprendre que pour les personnes racisées, faisant partie d'une minorité de genre ou sexuelle, ou étant porteuse d'un handicap, le traumatisme est aggravé et impacte fortement, comme pour toutes les personnes victimes d'agression ou de harcèlement, l'état d'esprit et la santé psychologique, et aggrave le traumatisme vécu.*



- *Ces agressions peuvent avoir un caractère fétichiste ou exotisant qui objectifie davantage les victimes. De plus, la virulence de la réaction des agresseur·euse·s suite à une réaction de confrontation par leur victime est d'autant plus importante et escalade souvent vers de la violence physique car ceux·celles-ci s'appuient sur des préjugés souvent racistes, homophobes ou transphobes.*
- *Pour les personnes transgenres, il y a également un risque accru de subir une violence physique suite à une agression sexuelle lorsque l'agresseur·euse réalise que sa victime est une personne transgenre.*
- *Enfin, nos entretiens qualitatifs nous permettent aussi d'apprendre qu'en cas d'agression ou de harcèlement sexuels et discriminatoires, les personnes ayant été prises pour cibles peinent davantage à trouver de l'aide ou à être soutenues. Ils/elles, déjà en situation d'agression, ne trouvent pas toujours d'écoute auprès du personnel des bars ou de sécurité et subissent à nouveau une forme d'agression discriminatoire.*

11. Dans les intentions : réactions potentielles à une situation d'agression dans un bar et concrètement, qui sont les personnes ressources et la confiance qui leur est accordée.

L'analyse des résultats vis-à-vis des intentions de réaction à une situation d'agression met en lumière que la stratégie la plus adoptée est de faire appel à des ami·e·s ou à d'autres personnes. 85% demanderaient de l'aide à des ami·e·s présent.e.s lors de l'agression, 74% demanderaient de l'aide à des inconnu.e.s présent.e.s lors de l'agression.

La deuxième stratégie la plus adoptée est l'évitement du conflit. 75% tenteraient de fuir, et 72% tenteraient des subterfuges pour s'extraire de la situation (mimer un appel, feinter l'arrivée d'un tiers, etc.).

Confronter l'agresseur·euse verbalement ou physiquement serait une stratégie adoptée par la moitié des répondant·e·s : 51% se défendraient verbalement, 44% seraient prêt·e·s à se défendre physiquement ou à frapper l'agresseur·euse.



Demander de l'aide au personnel du bar est envisagé par 59% des répondant·e·s tandis que 45% envisageraient d'appeler la police.

Personnes relais en cas d'agression et la confiance qui leur est accordée :

N= 826

	Relais auxquels on pourrait faire appel en cas d'agression ou de harcèlement	Niveau de confiance accordé à ce relais
Mes ami·e·s de sortie avec moi	90%	90%
Mes ami·e·s qui ne sont pas présent·e·s dans le bar	73%	73%
Le personnel de sécurité	54%	27%
Les autres client·e·s présent·e·s dans le bar	54%	21%
La police	50%	36%
Le-la patron·ne du bar, le personnel	48%	19%
Les urgences (112)	33%	30%
Les associations d'aide aux victimes de violence sexuelle	19%	36%
L'hôpital	16%	31%

Les répondant·e·s confirment faire avant tout appel à leurs ami·e·s (90%), présents lors de l'agression, et leur font globalement confiance (90%). Ensuite, ils feraient appel à leurs ami·e·s non-présents (73%) dans le bar et leur font également confiance (73%).



Seulement 54% des personnes disent envisager de faire appel à d'autres client-e-s du bar, mais seulement 27% d'entre eux-elles leur font confiance. Cela confirme notre hypothèse d'un état d'esprit de méfiance à l'égard d'inconnu.e.s lors d'une situation d'agression ou de harcèlement.

- *Les chiffres montrent que les répondant-e.s préféreraient faire appel à une personne non présente dans le bar, plutôt qu'à un-e inconnu-e présent.e : cela est indicateur d'une méfiance fortement ancrée et d'une impression de solitude et d'isolement en cas d'agression.*

Ensuite, ils/elles voudraient faire appel au personnel de sécurité (54%) mais n'ont globalement pas confiance en lui (27%). Ceci confirme que le personnel de sécurité a un rôle à jouer aux yeux des répondant-e-s dans leur sécurité, vis-à-vis des situations d'agressions sexuelles et sexistes.

- *Nous faisons l'hypothèse que le manque de confiance accordé au personnel de sécurité vient d'un manque de formation de sa part vis-à-vis des questions d'agressions sexistes et sexuelles (pas de connaissance sur la prise en charge, pas de sensibilisation au sexisme, etc.).*

50% des répondant-e-s disent vouloir faire appel à la police, mais seulement 36% disent avoir confiance en elle. Cela témoigne d'une situation alarmante. Il y a une vraie cassure entre d'une part le principe d'aide que l'on suppose pouvoir trouver auprès de professionnels ayant autorité, et d'autre part la confiance qu'on leur accorde réellement aujourd'hui.

Les résultats nous indiquent qu'au niveau de la confiance accordée à la police et à l'intention d'y faire appel, les personnes transgenres ou non-binaires feraient sensiblement moins appel à la police (27,6% pour les personnes transgenres ou non-binaires, contre 45,8% pour les personnes cisgenres). Les personnes homosexuelles, bisexuelles ou pansexuelles feraient également sensiblement moins appels à la police. (cf. détail en Annexe 10)



Les résultats indiquent également qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre l'intention d'appeler la police des personnes se sentant discriminées en raison de leur religion, de leur origine ethnique, de leur couleur de peau et la moyenne générale. (cf. Annexe 11)

Les personnes se sentant discriminées en raison de leur handicap ou de leur santé auraient sensiblement moins l'intention de faire appel à la police et moins confiance en elle que la moyenne générale.

48% disent vouloir faire appel au personnel du bar, à le-la patron-ne de l'établissement, mais seulement 19% disent leur accorder leur confiance. Si la police n'a pas une image positive, la confiance qu'on lui accorde est aujourd'hui supérieure à celle attendue d'un bar.

Un tiers des répondant-e-s disent envisager de faire appel aux urgences (33%) et 30% leur accordent de la confiance. 19% envisageraient de faire appel à une association d'aide aux victimes, et 36% leur accordent de la confiance. 16% envisageraient de se rendre à l'hôpital et 31% leur accordent de la confiance. Nous faisons l'hypothèse que le système médical/l'aide aux victimes sont des structures envisagées dans les situations d'agression les plus graves.

Cependant la méconnaissance et la crainte quant à la façon d'être pris.e en charge en tant que victime n'en font pas aujourd'hui des lieux de confiance adéquats.

12. L'impact de *Balancetonbar* sur l'état d'esprit et les comportements des répondant-e-s

Nous relevons 3 impacts majeurs suite à la publication de témoignages sur la page Instagram *Balancetonbar*. (cf. annexe 12)

- Les répondant-e-s sont globalement plus vigilant-e-s à leur propre sécurité à et celle des autres.



- Les répondant·e·s se rassemblent et s'organisent pour se sentir davantage en sécurité. Nous avons déjà fait ce constat dans la partie sur la préparation en amont des soirées. La prise de parole sur *Balancetonbar* semble avoir renforcé cette manière d'envisager les sorties pour nos répondant·e·s.

Cela indique que les sorties en bar sont des moments qui pèsent dans la charge mentale des répondant·e·s. Sortir nécessite une organisation telle qu'il reste moins de place au lâcher-prise et à l'amusement.

- Boycott des établissements soupçonnés ou pointés du doigt

Une prise de conscience doit être faite par les gérant·e·s d'établissements. Les répondant·e·s les tiennent pour responsables, et attendent d'eux·elles davantage d'implication. Sinon, ils/elles pourraient ne plus être client·e·s dans ces établissements.

C'est une confirmation du désarroi, du besoin/obligation pour les professionnels d'un vrai travail de sensibilisation, de formation et de prise en considération des actes de malveillance et d'agression comme étant condamnables tant au sein de leur établissement qu'à l'extérieur. Certains prennent la mesure de l'urgence d'un changement du milieu de la nuit au risque sinon « d'une réelle défection/la mort des bars », tel qu'on le ressent aujourd'hui si rien ne change.

13. Facteurs pouvant améliorer le sentiment de sécurité

De manière générale, les facteurs pouvant améliorer le sentiment de sécurité peuvent être regroupés en quelques éléments :

1. La disponibilité de suffisamment de solutions de mobilité pour pouvoir rentrer en sécurité chez soi (transports en commun, taxi, etc.)

Des rues bien éclairées et la possibilité de rentrer chez soi accompagné par une personne de confiance sont deux éléments qui contribuent également à renforcer le sentiment de sécurité : Le moment du retour (et de la fermeture des bars) est un moment pivot dans la soirée des



sorteur·euse·s où les efforts pour renforcer la sécurité doivent absolument être maintenus et poursuivis.

La présence d'arrêts de bus et de tram à proximité (72%) illustrent cela : il s'agit d'assurer aux sorteur·euse·s un retour en toute sécurité, la nuit, après les sorties.

La présence d'une station de taxi à proximité est également reprise comme un facteur rassurant pour 26%

2. Des signaux clairs d'attention à la sécurité des client·e·s au sein du bar, de la part du personnel, des gérant·e·s et au niveau de l'infrastructure même de l'établissement

Davantage de contrôle et de vigilance par le personnel (71%) des bars contribue également à renforcer le sentiment de sécurité (ceci est cohérent avec nos résultats précédents), et confirme à nouveau à quel point le rôle du personnel et des gérant·e·s est essentiel en matière de sécurité des client·e·s.

La possibilité de s'adresser à une personne ressource via « un code secret » (Par exemple : Ask for Angela) pour 70% des répondant·e·s. Ce qui ressort ici, c'est le besoin d'avoir des signaux clairs d'attention à la sécurité des client·e·s, et la présence d'une personne ressource désignée dans le bar, capable de prendre en charge les personnes en besoin.

La présence d'un service de sécurité à l'entrée du bar ne renforcerait le sentiment de sécurité que pour 55% des répondant·e·s

La disponibilité des toilettes ou d'une pièce pour s'isoler renforcerait le sentiment de sécurité pour 37% des répondant.e.s, la possibilité de pouvoir consommer à l'extérieur ou en terrasse pour 30% des répondant·e·s.

3. Un travail sur une prise en charge adéquate, bienveillante et éclairée de la part des figures d'autorité (la police, le personnel de sécurité)

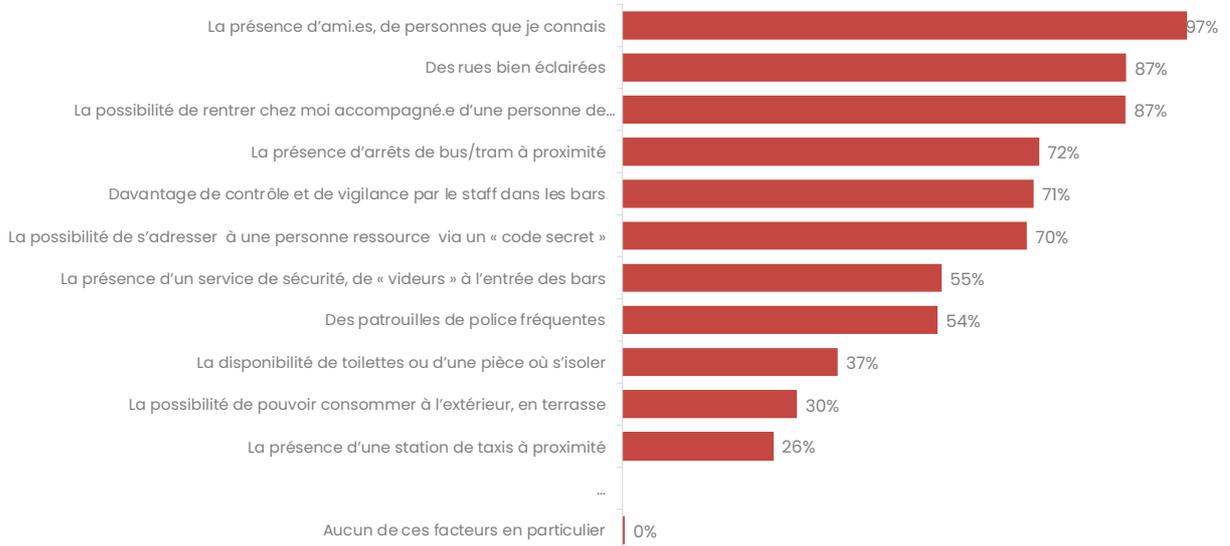
Des patrouilles de police plus fréquentes renforcerait le sentiment de sécurité pour 54% des répondant·e·s.

Pour ces deux relais, cela peut être expliqué par un manque de confiance déjà illustré précédemment dans ce diagnostic.



Facteurs améliorant le sentiment de sécurité

N=826



3. Agora



A. Rappel du contexte de cette phase du diagnostic et de son déroulement

Pour conclure ce diagnostic, une agora a été organisée durant laquelle les différentes pistes de solutions sélectionnées lors du questionnaire quantitatif ont été présentées à un groupe de participant·e·s volontaires. L'agora a rassemblé plusieurs personnes volontaires pendant 3 heures.

L'objectif était d'approfondir les différentes pistes de solution et de se constituer en véritable force de proposition pour améliorer la sécurité de tou·te·s.

Quatre pistes de solution différentes ont été travaillées pour rentrer dans les limites du temps qui rassemblait les volontaires. Ces quatre pistes avaient été évaluées au niveau de leur pertinence et de leur utilité lors de la phase quantitative.

Pistes de solution travaillées reprises de la phase quantitative :



- a. Imposer une formation de sensibilisation au harcèlement et aux violences sexistes au personnel (de sécurité, derrière le bar, et les gérant-e-s) des bars
- b. Des bars qui doivent tendre vers davantage de sécurité
- c. Mettre sur pied des équipes de prévention par quartier festif
- d. Formations de sensibilisation à destination du grand public

Les volontaires ont été divisé.e.s en sous-groupes et ont travaillé sur les 4 pistes de solution proposées ci-dessus pendant 20 minutes. Après cela, chaque groupe a changé de piste et complété ce que le groupe précédent avait écrit, de sorte que tou.te.s ont participé et travaillé sur toutes les pistes de solution proposées.

B. Résultats de l'agora

Piste proposition de solution 1 : Imposer des formations de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles aux gérant-e.s des bars et boîtes ainsi qu'à leur personnel

- Une approche de la clientèle féminin, sexisée, présente dans les bars dans **un registre de bienveillance active**, avec à terme pour le conseil de la nuit, un engagement formel des gérant-e-s.

En termes d'attitude :

Installer des règles qui rendent **la tolérance zéro active** et systémique par une formation du personnel sur ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas : **rendre visibles et explicites les règles pour créer un espace safe, qui limitent les opportunités pour les prédateur-rices.**



En termes de formation :

- Expliciter et définir le consentement : expliciter ce qui n'est pas acceptable
- Sensibilisation aux problématiques de racisme, homophobie, transphobie
- Une formation pour assurer un meilleur feedback sur ce qu'il s'est passé la veille, aiguïser le regard des membres de l'équipe des bars
 - Qui sont les agresseur·euse·s connu·e·s,
 - Un rappel des règles : racisme, homophobie, sexisme, oppression
- Formation sur ce qu'est une safe zone (au sein du bar ou au sein du quartier)
- Expliciter la charge du violeur·euse/du harceleur·euse : responsabiliser les agresseur·euse·s, expliciter la responsabilité de leurs actes et de leurs gestes

Face aux agresseur·euse·s :

- Le Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles (CHU Saint-Pierre, situé Rue Haute) comme modèle et inspirateur de solutions localisés à Ixelles : la collaboration de différents pôles de prise en charge (médical, médico-légal, psychologique) pour une prise en charge complète, adéquate et bienveillante des victimes de violence sexuelles

En termes d'infrastructure : des lieux propres, accueillants, éclairés, comme signe de respect de la clientèle sexisée.

Des toilettes propres, éclairées, avec la possibilité réelle de s'isoler (des portes qui se ferment correctement), correctement organisées (séparées ou non), possibilité de toilettes non-genrées.

Une délimitation claire du territoire sous la responsabilité du bar : Définir clairement les responsabilités des bars à l'intérieur, à l'extérieur et sur les terrasses

Piste de solution 2 : Des bars qui doivent tendre vers davantage de sécurité

La reconnaissance des bars qui s'inscrivent dans une attitude plus safe par l'adoption d'une charte de bienveillance active



- Des signaux visibles : affiches qui interpellent (campagne de sensibilisation à destination des agresseur·euse·s)
- Infos et sensibilisation de ce qu'est une agression
- Infos et sensibilisation des relais à mobiliser en cas de besoin
- Une charte à expliciter (et une sanction si écart)
- A terme, une mise en place de sanction efficace en cas de non-respect des chartes et de laisser-aller sur l'insécurité dans le milieu festif
- Ambiance chaleureuse, éclairage, foule, accueil
- La mise en place de *safe zone* au sein des bars
- Une meilleure gestion de la vente et de la consommation excessive d'alcool
 - o Pas d'happy hours « réservées » uniquement à la clientèle sexisée
- Signaler la charte à l'entrée
- Tolérance zéro face aux écarts

Au niveau de l'infrastructure :

- Le chemin vers les toilettes est éclairé

Au niveau de staff des bars

- La présence d'un·e hôte·sse d'accueil dont le rôle est l'explicitation des valeurs et comportements associés à l'entrée
- Listes des comportements et attitudes interdites dans l'établissement, respect de l'ensemble des client·e·s, explicitation des conséquences au non respect de ces règles
- Un personnel proactif, bienveillant, attentif
- Vrai briefing au personnel : un personnel formé à regarder les choses autrement et tenir compte de la gestion de situations à risques
- Davantage de diversité au sein du personnel
- Une personne de référence à qui on peut signaler les écarts, des personnes formées et

En termes de philosophie :

- Opérer une nouvelle gestion des consommations, par exemple via la promotion de café ou d'eau pour les consommateur·trice·s qui ont trop bu
- Gérer le moment de clôture de la soirée : Demander en fin de soirée si tout le monde sait comment rentrer et proposer des transports
- Gestion des fins de soirée
- Se rendre disponible en fin de soirée et en nombre jusqu'à la fin
- Privilégier une clientèle sensibilisée par le même objectif de mieux-vivre ensemble

En termes de formations :



disponibles pour les situations qui nécessitent une prise en charge ou une explicitation des règles en vigueur	- Personnel formé sérieusement, 1/3 constant, 2/3 turn over
- Du personnel de référence dans les toilettes	- Les témoignages des personnes agressées doivent être conservés par le personnel du bar
- Des videurs/de la sécurité responsabilisés à l'intérieur	- Certificats de bonne vie et mœurs des futurs bartenders

Piste de solution 3 : Équipe de prévention par quartier festif

Mettre sur pied des équipes de prévention qui font la tournée des bars en soirée

- Un système pérenne, qui part des besoins de la victime, une équipe mobile rémunérée qui bénéficie d'une vraie formation et qui relaye l'explicitation des nouvelles règles d'usage de la nuit
- Agir comme une plateforme de relais des formations actives et porteuses de changement
- Une maison de quartier multidisciplinaire :
 - o soit sous forme d'une maison d'accueil *safe* par quartier de fête : un lieu d'accueil qui n'est pas la police, un endroit que l'on fréquente en journée pour des programmes de sensibilisation et qui le soir devient une « *safe zone* » en relais avec tous les acteurs nécessaires (CPVS ? Police ? Etc.)
- Une équipe qui a également signé une charte de bienveillance active et répondant à des règles strictes de prise en charge des victimes.
- Une équipe mobile en plus de l'équipe sur place afin de faciliter la prise en charge des victimes
- Une équipe qui aurait fait une formation de secourisme
- Comme alternative une *Safe zone* dans les bars avec une personne dédiée
- Uniforme ou signe permettant de les reconnaître



- Être sensibilisé-e est une condition d'embauche
- Accompagnement dans le cas d'une agression
- Équipe de sensibilisation devant les bars
- Appli pour signaler une agression : Géolocalisation des lieux d'agression

Piste de solution 4 : Formations de sensibilisation à destination du grand public

Une formation qui aide à avoir les bons gestes pour se défendre ou intervenir en cas d'agression ou de harcèlement

Un travail de fond sur les nouvelles générations avec une éducation sexuelle et affective depuis la maternelle sur le thème des stéréotypes de genre, avec des ateliers de « vis ma vie » dès l'entrée en humanité :

- Qu'est-ce que le consentement, qu'est-ce qu'un viol, qu'est-ce que les stéréotypes de genre ?
- De la sensibilisation par des animations, des campagne d'affichages, des cours dans les écoles, du contenu de types séries, podcasts, films, adéquats
- De la sensibilisation par le jeu de rôle, une inversion des rôles pour sensibiliser aux stéréotypes de genres
- La mise en avant des plateformes de sensibilisation et de visibilité des initiatives qui existent (explicitation des ressources)

Qui former ?	Sur quelles thématiques ?
<ul style="list-style-type: none">- EVRAS : systématiser dans toutes les écoles, rendre ces formations obligatoires<ul style="list-style-type: none">o Dès la plus petite enfance (rapport à soi, à l'autre)o Les enfants et les jeunes au sein des écoles	<ul style="list-style-type: none">- Des cours sur les dynamiques de domination au sein de la société, et intersectionnalité : expliciter le racisme, la transphobie, l'homophobie, les discriminations en générales- Repenser le contenu des cours d'école (limiter le sexisme, l'homophobie)



<ul style="list-style-type: none">▪ Les parents, via le biais des enfants- Sensibilisation en école secondaire sur le harcèlement, les agressions<ul style="list-style-type: none">○ Former les professeurs à reconnaître le harcèlement- Proposer au public des expériences de sensibilisation qui encouragent l'empathie (par exemple Formation en réalité virtuelle à Tour et Taxis, une expérience de ce type avait été créée sur le thème du harcèlement et du racisme)- Systématiser dans le même temps la formation des membres de la police aux mêmes thèmes- Une formation et de la sensibilisation du personnel soignant (notamment aux urgences, en médecine générale et en gynécologie) à la prise en charge bienveillante des personnes victimes d'agression sexuelle	<ul style="list-style-type: none">- Nommer les choses clairement : c'est quoi une agression sexuelle, dans les faits- Expliciter la réalité du viol sous ses différentes formes (des proches, soumission chimique, mettre en place des processus de responsabilisation des violeur-euses face à leurs actes et à leurs conséquences<ul style="list-style-type: none">○ Expliciter le consentement<ul style="list-style-type: none">○ Mais Adapter le discours en fonction des publics- Clarifier/expliciter les stéréotypes de genre- Au sein de l'EVRAS : accentuer l'éducation autour du porno et les risques de banalisation du viol comme partie logique de l'acte sexuel- Mettre en lumière la charge mentale comme réalité des potentielles victimes- Au sein des écoles, identifier les règlements d'ordre intérieur qui véhiculent et renforcent les stéréotypes de genre (par exemple : « les filles : pas de jupe courte, les garçons : pas de boucles d'oreilles »)
--	--



Conclusions et recommandations

Conclusions

Cette étude est le résultat d'un diagnostic de l'insécurité ressentie dans le milieu festif réalisé en trois étapes distinctes auprès de différents publics : une phase exploratoire qualitative incluant les bars, un diagnostic quantitatif et une agora participative de réflexion autour de pistes de solutions. (cf. partie sur la méthodologie pour le détail sur celle-ci et sur les différentes cibles.)

L'objectif est de mettre en lumière des pistes de solutions et mesures contraignantes pouvant être mises en place par les acteur·rice.s du monde de la nuit/des milieux festifs pour améliorer le sentiment de sécurité des sorteur·euse.s.

Pour des raisons méthodologiques, il a été décidé de se concentrer sur un public entre 18 et 30 ans mais il apparaît évident qu'une étude plus large aurait également sa pertinence.

Par ailleurs, si l'étude se concentre sur deux quartiers d'Ixelles, c'est davantage parce qu'il s'agit d'une initiative de la Commune d'Ixelles décidée après les témoignages mis particulièrement en évidence en octobre 2021. Il n'y a aucune raison de penser que les conclusions qui suivent soient spécifiques à ces quartiers ou à cette commune.

Nos résultats indiquent que l'insécurité est un phénomène systémique impactant profondément le quotidien des personnes sondées depuis le plus jeune âge.

➤ Avec une demande transversale de la part des sondé·e·s d'un travail de fond sur les discriminations et violences de genre au niveau de la société publique (cf. piste de solution 2 de l'agora).

1. L'espace public est devenu pour tou.te.s une zone de risques même si les jeunes 18-30 ans gagnent en expérience avec l'âge.



Peu de différence entre Flagey et le Cimetière d'Ixelles, avec de manière transversale la demande de prise en charge de l'insécurité actuelle des nuits dans l'espace public et dans les bars. Les chiffres démontrent que le bar est vécu comme un lieu qui génère un sentiment de sécurité pour 70% des sondé·e·s alors que le trajet génère un sentiment de sécurité pour 40% et l'espace public en général ne permet qu'à 14% de se sentir en sécurité.

2. Des jeunes personnes de 18-30 ans lucides face à une insécurité présente partout en sortie et aussi dans l'espace public de manière générale.

Malgré le facteur d'insécurité et la peur que ressentent les participant·e·s, on peut mettre en évidence que la place Flagey et le Cimetière d'Ixelles sont des endroits appréciés qui permettent aux personnes sondées de s'amuser, de se détendre, de passer de bons moments entre amis, etc.

Aux yeux de tous ces jeunes, les établissements du Cimetière d'Ixelles et la Place Flagey restent très importants pour le maintien des relations sociales et permettent en grande partie aux étudiant·e·s et jeunes adultes de décompresser. Aucune différence significative n'est observable entre la place Flagey et le Cimetière d'Ixelles.

Le sentiment d'insécurité est vraiment généralisé et les personnes sondées se sentent donc plus généralement en insécurité dès qu'elles sont à l'extérieur (dans les rues, quand il fait sombre ou noir, aux abords des transports en commun, etc.) que dans les bars.

Si sortir dans les bars aujourd'hui ne recouvre pas la même réalité pour tou·te·s, tou·te·s évoquent cette envie de rencontrer les ami·e·s, de lâcher prise et le plaisir à être ensemble.

- Draguer ou être dragué·e est la motivation la moins énoncée (entre 9% au Cim. d'Ix. et 11% à Flagey)
- Pour la grande majorité des personnes rencontrées, le bar est perçu comme « un lieu *safe* » où l'on peut passer la soirée avant de réaffronter l'insécurité et les risques de l'extérieur.
- Une grande partie de la préparation de la sortie s'apparente à la gestion d'un ou plusieurs risques et exprime le champ des préoccupations.



3. Un sentiment général d'insécurité qui s'appuie sur le fait d'avoir été victime de harcèlement ou d'agression sexuelle lors de sorties dans les bars et ce pour 54% (29% évoquent de multiples faits).

- Un état des lieux des types d'agression qui atteste d'un phénomène systémique, profondément enraciné dans la dynamique de vie de ces personnes.
- Si la ville est devenue un lieu de risques, il y a aujourd'hui une vraie demande de rendre explicite ce qui est mis en place pour générer un sentiment de sécurité, d'abord au sein de l'espace public et ensuite par la responsabilisation des bars.
- Dans ce contexte, les agressions auront un caractère discriminatoire en termes de degré de violence et de type de violence dans le cas de personnes qui expriment une différence : apparence physique, couleur de peau, orientation sexuelle ou identité de genre, état de santé ou handicap, confession ou religion.
- Des facteurs aggravants (agressions sexuelles, sexistes et racistes, transphobe, homophobe, xénophobe, validiste, etc.) qui demandent une prise en charge spécifique au risque d'être systémiques.

4. Les bars quelles que soient leur taille et les activités proposées, c'est la manière de gérer (ou pas) l'interrelationnel qui fait la différence.

- Une situation où les gérant-e-s de bar et le personnel sont davantage vécus comme partie prenante du problème que de la solution : un fatalisme ambiant qui est devenu insupportable du point de vue des client-e-s
- La dynamique relationnelle entre les professionnel-elle-s (personnels des bars) et les client-e-s est fortement teintée d'une forme de « fatalisme face aux risques et dérives de la nuit »



- Les derniers évènements ont mis en lumière une situation (confirmée par les responsables et personnels de bar rencontrés) où **les agressions sont pointées comme le fait de prédateurs historiquement partie prenante du monde de la nuit**
- Le refus des femmes et de tou-te-s les client-e-s en situation de risque d'accepter cet état de fait oblige les bars à repenser leurs établissements comme des lieux limitant les opportunités des prédateur-trice-s.
- Il y a, au-delà de la sécurité au sein des établissements, **la nécessité de repenser la politique de prise en charge des victimes par un travail en profondeur du savoir-être au-delà du savoir-faire des équipes**
- Par exemple, en systématisant la formation de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles des équipes « stables » et des gérant-e-s des établissements, des bars et boîtes (cf. piste de solution 1 abordée lors de l'agora pour davantage de détails)
- Avec une approche de bienveillance active des personnes dans le besoin et plus largement des client-e-s sexisé.e.s

5. En cas de problème : peu/pas d'attentes face aux pouvoirs ou acteurs de référence ; les proches sont la norme.

- Une situation où la réalité des agressions débouche sur « un système D de peer to peer » renforcé par l'attitude fataliste et banalisante du personnel des bars
- Face à une agression dans un bar, la solution sera de faire appel à des ami-e-s, des personnes présentes, éviter ou fuir la situation, trouver des subterfuges...
- Si l'on regarde les personnes considérées comme de confiance ou à qui on pourrait faire appel, le personnel du bar, la police et le personnel de sécurité ne sont dignes de confiance qu'à concurrence de :
 - La police : 36%
 - Le personnel de sécurité : 27%
 - Le patron et le personnel : 19%
- Contre 90% pour mes ami-e-s et 73% pour mes ami-e-s qui ne sont pas présent-e-s dans le bar



6. **Balance ton bar : une prise de conscience et de parole qui rend explicite un système défaillant et difficile à vivre en 2022.**

- Une attitude de prise en charge active de sa propre sécurité ET de celle des autres dans une sororité active et la confirmation de la force du groupe comme élément de prise en charge de chacun.
- Explicitation et mise en lumière de ce qui se passe dans certains bars provoquent un boycott de ceux-ci et incitent à la prise de conscience par les gérant·e·s de bar de leur responsabilité et de leur obligation à apporter des solutions
- Depuis *Balance ton bar*, 12% des personnes interrogées ont l'impression que la sécurité a évolué, mais 59% pointent le statisme de ce qui est en place

7. **Une attente généralisée (tous publics confondus) d'initiatives fortes qui signifieraient à l'ensemble du système que l'on amorce la définition du monde d'après. Les initiatives plébiscitées confirment tant une vraie prise de conscience que l'activation et la montée en efficacité du groupe de pairs.**

- À la fois former-sensibiliser/avoir des codes de conduite efficaces/faire appel au groupe/changer le système et impliquer davantage les forces de l'ordre : il s'agit de faire, mais surtout de **faire autrement**
- Installer un règlement de tolérance zéro active et systémique aux comportements inappropriés, aux agressions et au harcèlement au sein des établissements et bars et au niveau des terrasses
- Les suggestions complémentaires proposées sont également plébiscitées par les bars les plus réceptifs à la démarche d'améliorer la sécurité dans le milieu festif/ de la nuit
- **Sensibilisation/formation du personnel de bar et de la « sécurité»** avec la systématisation d'une attention portée sur la sécurité des femmes, des personnes sexisé·e·s en général et les violences sexistes ou sexuelles, ou encore les violences racistes, transphobes, validistes ou homophobes
- **Sensibilisation des autres acteurs dans une approche systémique** : intervenant·e·s professionnel·elle·s (ayant autorité) : la police, les «sociétés de transport» (en particulier taxis, Uber, Heetch), la STIB ...



- **La communication autour des lieux d'écoute et de prise en charge existants** (en tant que lieu de parole et de lieu pour porter plainte)
- **Au sein des établissements, la mise en place de signaux à l'attention des client.e.s** (empathie/écoute et actions si problème/charte de bonne tenue/... jusqu'à l'idée d'un fichier central de persona non grata...) (cf. piste de solution 1 de l'agora)
- Par exemple, la présence d'une *safe zone* : un endroit déterminé dans le bar/l'établissement où une équipe de premier secours est présente et peut intervenir en cas de besoin (malaise, agression, etc.)
- La création d'un réseau de bars « safe », identifiables et identifiés par, entre autres, des signaux visibles d'une attention portée à la sécurité de la clientèle, un personnel formé et sensibilisé aux questions des agressions sexistes, sexuelles, racistes, etc., une charte de bonne tenue à l'intérieur de l'établissement adoptée par la clientèle. (cf. piste de solution 3 de l'agora).
- La création d'une maison de quartier multidisciplinaire dont la mission serait d'accueillir les personnes ayant été victimes de violences sexistes ou sexuelles, mais aussi de sensibiliser et former les différents acteurs du milieu festif (cf. piste de solution 4 de l'agora)

Recommandations

- Communiquer sur les résultats et proposer la systématisation des diagnostics pour prendre la mesure réelle du phénomène, se positionner comme un laboratoire des nouvelles attitudes et pratiques dans les bars.
- Étendre le diagnostic à la population des hommes cisgenres qui fréquentent les mêmes établissements pour prendre la mesure de la situation en intégrant l'ensemble des acteurs.
- Reconnaître la colère et la demande de ceux·celles qui l'expriment et les considérer comme partie prenante de la réflexion sur de nouvelles solutions à mettre en place.
- Mettre en place en collaboration avec le secteur de la nuit une formation qui explicite les règles du jeu et accorde aux femmes, aux personnes sexisées, le statut de client et non d'objet de consommation.
- Installer une plateforme de relais des différentes solutions qui existent et enrichir le contenu de celles-ci par les acteurs de terrain.



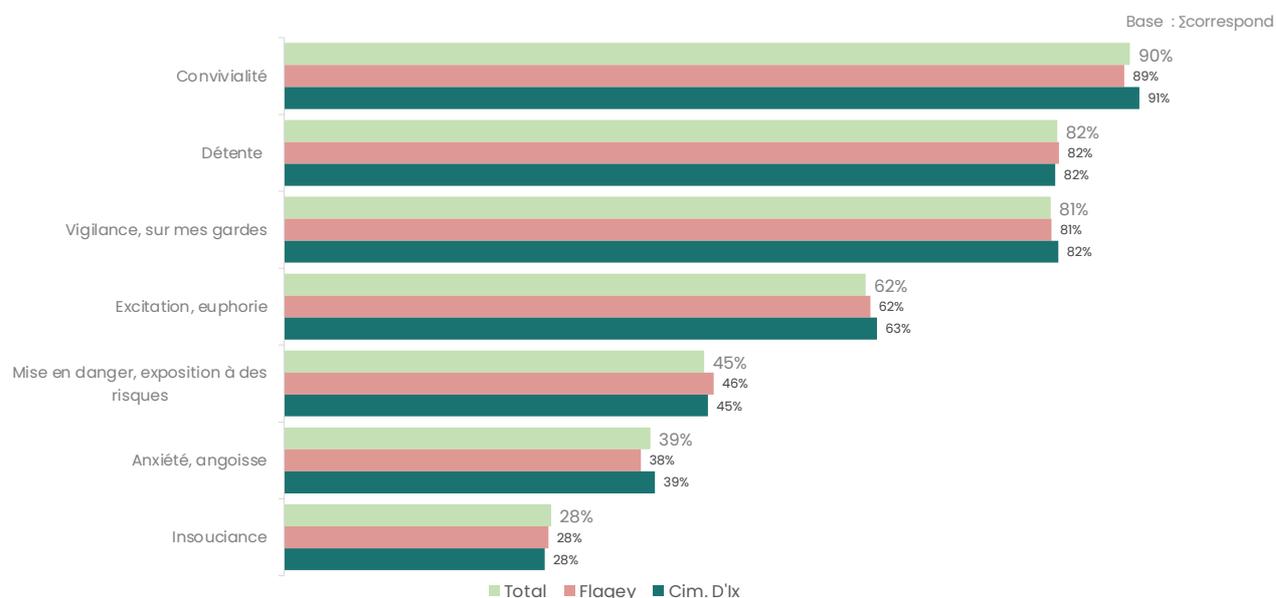
- Mettre en lumière que l'espace public aujourd'hui est vécu par les femmes (les personnes sexisées) comme « femmes non bienvenues » et qu'il incombe aujourd'hui à ceux-celles-ci de prendre en charge l'adoption d'une stratégie pour ne pas avoir d'ennui : ce qui aboutit à une charge mentale énorme.
- Opérer une approche systémique qui intègre l'ensemble des acteurs de la ville : les transports en commun, la STIB, les transports de type Uber, les taxis, les autres usagers dans la rue et dans les transports, les responsables de bar et le personnel, la police... L'objectif est de rendre l'ensemble des acteurs responsables de la situation pour casser l'état actuel où ce sont les femmes, les personnes sexisées, qui ont la charge mentale et la responsabilité de ce qu'il leur arrive.
- Prendre les enseignements du diagnostic posé pour opérer un travail de fond dans la prise de conscience des membres des forces de police et signifier le changement opéré.
- Dans la même logique penser l'accueil des victimes et l'attitude à adopter avec également des partages de bonnes pratiques avec les différents profils de professionnels en place.
- Mettre en réseau toutes les initiatives qui existent et qui sont susceptibles d'aider les femmes, les personnes sexisées ou dans le besoin, soit en amont par de la prévention, soit en aval par de l'accompagnement.
- Intégrer que face aux risques dans l'espace public, les bars sont assimilés à un espace sécurisé et que les abus dans ces établissements sont vécus dans le registre de la trahison.
- Pousser les établissements à considérer les femmes, les personnes sexisées, comme des client.e.s en droit d'attendre que l'on veille à leur sécurité.
- Penser de manière spécifique le moment de la fermeture du bar qui, aux dires des personnes rencontrées lors des entretiens préliminaires que nous avons réalisés, sont des moments critiques car il y a une baisse de vigilance, une consommation d'alcool arrivée à excès, moins de lumière et davantage de prédation.
- Dans ce contexte il est important de valoriser les initiatives des bars qui prônent le changement et qui ont déjà adopté de nouveaux comportements dans la gestion de l'ensemble de la clientèle : les voir comme des exemples inspirants.
- Penser éducation à long et court terme :
 - À long terme avec un travail dès l'école maternelle sur les stéréotypes de genre.



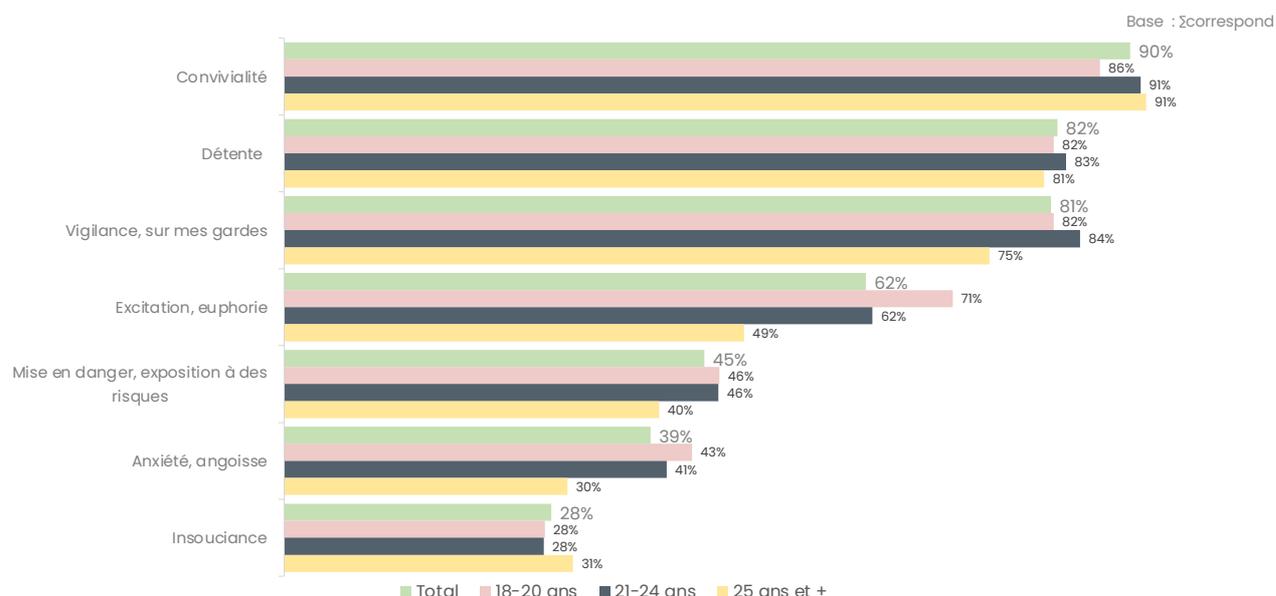
- À plus court terme, un travail avec les jeunes en début d'humanité sur une déconstruction des stéréotypes de genre.

Annexes

Annexe 1 : État d'esprit en sortie place Flagey et/ou au Cimetière d'Ixelles



Annexe 2 : État d'esprit en sortie place Flagey et/ou au Cimetière d'Ixelles





Annexe 3 : Faits de violences sexuelles rapportés par les personnes transgenres et non binaires

N = 29

Faits de violence	Moyenne générale sur l'échantillon total	Personnes transgenres et personnes non-binaires
Être sifflé.e en rue	85%	75,9%
Être interpellé.e de façon familière par un.e inconnu.e	88%	89,7%
Recevoir des commentaires sur mon apparence, mon anatomie, mes vêtements	77%	82,8%
Me faire aborder de façon non sollicitée	89%	86,2%
Me faire toucher les cheveux, les bras, les mains, les épaules, le visage de façon non sollicitée	55%	62,1%
Être pris.e en photo, en selfie sans mon consentement	18%	27,6%
Me faire questionner avec insistance sur ma vie sexuelle ou affective	41%	55,2%
Recevoir des propositions sexuelles non sollicitées	47%	58,6%
Me sentir oppressé.e par une personne qui empiète sur mon espace vital	83%	75,9%
Me faire insulter, subir des violences verbales	54%	62,1%
Profiter de mon état d'ébriété ou de ma consommation de drogue pour m'imposer ou tenter de m'imposer des relations sexuelles	22%	34,5%
Subir des attouchements sexuels, me faire toucher les seins, les fesses, le sexe contre mon gré	39%	44,8%
Être empêché.e de fuir, de me dégager d'une contrainte physique	20%	24,1%
Être confronté.e à un exhibitionniste / voyeur	28%	20,7%
Se faire « frotter » dans une foule	59%	55,2%
Être contraint.e à boire de l'alcool ou consommer des stupéfiants avec excès	6%	3,4%
Être drogué.e à mon insu (GHB...)	15%	20,7%



Subir des violences physiques, avoir été frappé.e, giflé.e...	9%	20,7%
Être forcé.e à embrasser	16%	17,2%
Être suivi.e avec insistance	60%	62,1%
Être menacé.e verbalement	39%	48,3%
Être menacé.e avec un objet ou une arme	4%	3,4%
Être abusé.e sexuellement	12%	24,1%

Annexe 4 : Faits de violences sexuelles rapportés par les personnes rapportant avoir été victimes de violences sexuelles ayant un caractère discriminatoire relatif à un handicap, à la santé

Faits de violence	Moyenne générale sur l'échantillon total	Personnes ayant été victimes de violences sexuelles et ayant un caractère discriminatoire relatif à un handicap, à la santé N = 22
Être sifflé.e en rue	85%	91%
Être interpellé.e de façon familière par un.e inconnu.e	88%	100%
Recevoir des commentaires sur mon apparence, mon anatomie, mes vêtements	77%	91%
Me faire aborder de façon non sollicitée	89%	96%
Me faire toucher les cheveux, les bras, les mains, les épaules, le visage de façon non sollicitée	55%	64%
Être pris.e en photo, en selfie sans mon consentement	18%	27%
Me faire questionner avec insistance sur ma vie sexuelle ou affective	41%	55%
Recevoir des propositions sexuelles non sollicitées	47%	55%
Me sentir oppressé.e par une personne qui empiète sur mon espace vital	83%	96%
Me faire insulter, subir des violences verbales	54%	50%



Profiter de mon état d'ébriété ou de ma consommation de drogue pour m'imposer ou tenter de m'imposer des relations sexuelles	22%	32%
Subir des attouchements sexuels, me faire toucher les seins, les fesses, le sexe contre mon gré	39%	50%
Être empêché.e de fuir, de me dégager d'une contrainte physique	20%	14%
Être confronté.e à un exhibitionniste / voyeur	28%	18%
Se faire « frotter » dans une foule	59%	73%
Être contraint.e à boire de l'alcool ou consommer des stupéfiants avec excès	6%	5%
Être drogué.e à mon insu (GHB...)	15%	9%
Subir des violences physiques, avoir été frappé.e, giflé.e...	9%	18%
Être forcé.e à embrasser	16%	27%
Être suivi.e avec insistance	60%	73%
Être menacé.e verbalement	39%	32%
Être menacé.e avec un objet ou une arme	4%	5%
Être abusé.e sexuellement	12%	18%

Annexe 5 : résumé de l'approche méthodologique :

	Publics	N =	Total
Phase 1 : étude exploratoire qualitative	<ul style="list-style-type: none"> • Associations • Personnel des bars • Sorteur·euse·s 	<ul style="list-style-type: none"> • N = 4 • N = 6 • N = 4 	<ul style="list-style-type: none"> • N = 14 personnes rencontrées
Phase 2 : étude quantitative	<ul style="list-style-type: none"> • Sorteur·euse·s • Etudiant·e·s 	<ul style="list-style-type: none"> • N = 826 	<ul style="list-style-type: none"> • N = 826
Phase 3 : Agora	<ul style="list-style-type: none"> • Participant·e·s volontaires 	<ul style="list-style-type: none"> • N = 16 	<ul style="list-style-type: none"> N = 16

Annexe 6 : nationalité et origines déclarées sur l'échantillon total :



	Nationalité belge	Nationalité étrangère
Nationalité belge	74,6% N=616	
Origines d'un pays sur le continent européen	19% N=161	21,8 % N=210
Origines d'un pays sur le continent africain	6% N=47	3,6%
Origines d'un pays sur le continent asiatique	2% N=16	
Origines d'un pays des autres continents (Amérique, Océanie)	4% N=32	

N=826



Annexe 7:

Agressions à caractère discriminatoire : occurrence et caractère discriminatoire

N=383

Caractères discriminatoires	une fois ou plusieurs fois	jamais
Personnes ayant déjà été victimes d'agression et ayant un caractère discriminant N = 383		
identité de genre	56%	44%
apparence physique	52%	48%
orientation sexuelle	23%	77%
origine ou culture	21%	79%
couleur de peau	13%	88%
handicap	7%	94%

Annexe 8 :

Violences vécues par les personnes homosexuelles, bisexuelles, pansexuelles ainsi que les personnes ne souhaitant pas préciser leur orientation sexuelle :

N=245

Violences vécues	Personnes homo-sexuelles N = 20	Personnes bisexuelles N = 132	Personnes pan-sexuelles N = 63	Personnes ne souhaitant pas préciser N=30	Moyenne générale sur l'échantillon total
Être sifflé.e en rue	85%	85,6%	85,7%	80,2%	85%



Être interpellé.e de manière familière dans la rue par un.e inconnu.e	90%	94,7%	87,3%	80,2%	88,4%
Recevoir des commentaires sur mon apparence, mon anatomie, mes vêtements	85%	83,3%	85,7%	83,5%	76,7%
Être abordé.e de façon non sollicitée	90%	91,7%	90,5%	85,7%	88,6%
Etre touché.e au niveau des bras, des cheveux, des mains, des épaules, au visage, de façon non-sollicitée	75%	65,9%	73%	59,3%	54,5%
Être pris.e en photo, en selfie sans mon consentement	40%	18,9%	19%	20,9%	17,7%
Avoir été questionné.e avec insistance sur ma vie sexuelle ou affective	60%	50,8%	50,8%	39,6%	41%
Se sentir oppressé.e par une personne qui empiète sur mon espace vital	95%	90,2%	87,3%	75,8%	83%
Etre insulté.e, subir des violences verbales	70%	56,1%	58,7%	53,9%	53,5%
Profiter de mon état d'ébriété ou de ma consommation de drogue pour m'imposer ou tenter de m'imposer des relations sexuelles	30%	27,3%	25,4%	23,1%	21,7%
Subir des attouchements sexuels, me faire toucher les seins, les fesses, le sexe contre mon gré	55%	41,7%	54%	46,1%	38,8%



Être empêché.e de fuir, de me dégager d'une contrainte physique	30%	23,5%	25,4%	23,1%	20%
Être confronté.e à un exhibitionniste / voyeur	40%	26,5%	28,6%	29,7%	28,1%
Être « frotté.e » dans une foule	65%	64,4%	61,9%	59,3%	59%
Être contraint.e à boire de l'alcool ou consommer des stupéfiants avec excès	15%	6,8%	6,3%	6,6%	5,8%
Être drogué.e à mon insu (GHB...)	20%	15,9%	14,3%	16,5%	15%
Avoir subi des violences physiques, avoir été frappé.e	30%	11,4%	12,7%	6,6%	8,9%
Être forcé.e à embrasser	10%	23,5%	22,2%	16,5%	15,5%
Etre suivi.e avec insistance	55%	62,2%	71,4%	65,9%	59,9%
Être menacé.e verbalement	45%	42,4%	54%	44%	38,5%
Être menacé.e avec un objet ou une arme	5%	7,6%	4,8%	9,9%	3,7%
Être abusé.e sexuellement	25%	16,7%	12,7%	9,9%	11,9%



Annexe 9 : Faits de violence rapportés par les personnes ayant vécu des faits de violence sexuelle ayant un caractère discriminatoire relatif à la religion, la conviction, à l'origine ethnique, la culture, la couleur de peau

N=198

	Moyenne totale Sur l'échantillon N=826	En raison de ma religion, de mes convictions N=43	En raison de mon origine ethnique ou ma culture N = 102	En raison de ma couleur de peau N = 53
Être sifflé.e en rue	85%	81,4%	79,4%	83%
Être interpellé.e de façon familiale par un.e inconnu.e	88,4%	90,7%	86,3%	90,6%
Recevoir des commentaires sur mon apparence, mon anatomie, mes vêtements	76,7%	81,4%	83,3%	83%
Me faire aborder de façon non sollicitée	88,6%	93%	88,2%	84,9%
Me faire toucher les cheveux, les bras, les mains, les épaules, le visage de façon non sollicitée	54,5%	65,1%	58,8%	69,8%
Être pris.e en photo, en selfie sans mon consentement	17,7%	25,6%	18,6%	28,3%
Me faire questionner avec insistance sur ma vie sexuelle ou affective	41%	46,5%	46,1%	64,2%
Recevoir des propositions sexuelles non sollicitées	46,6%	51,2%	52%	62,3%



Me sentir oppressé.e par une personne qui empiète sur mon espace vital	83%	86%	85,3%	90,6%
Me faire insulter, subir des violences verbales	53,5%	55,8%	59 ,8%	62,3%
Profiter de mon état d'ébriété ou de ma consommation de drogue pour m'imposer ou tenter de m'imposer des relations sexuelles	21,7%	32,6%	26,5%	34%
Subir des attouchements sexuels, me faire toucher les seins, les fesses, le sexe contre mon gré	38,8%	51,2%	52,9%	56,6%
Être empêché.e de fuir, de me dégager d'une contrainte physique	20%	30,2%	24,5%	32,1%
Être exposée.e exhibitionnistes ou des voyeurs	28,1%	30,2%	38,2%	43,4%
Être frotté.e dans une foule	59%	69,8%	70,6%	71,7%
Être contraint.e à boire de l'alcool ou consommer des stupéfiants avec excès	5,8%	16,3%	12,7%	7,5%
Être drogué.e à mon insu (GHB...)	15%	11,6%	18,6%	18,9%
Subir des violences physiques, avoir été frappé.e, giflé.e...	8,9%	18,6%	14,7%	15,1%
Être forcé.e à embrasser	15,5%	25,6%	19,6%	30,2%
Être <u>suivi.e</u> avec insistance	59,9%	69,8%	71,6%	69,8%
Être menacé.e verbalement	38,5%	44,2%	43,1%	47,2%



Être menacé.e avec un objet ou une arme	3,7%	4,7%	3,9%	5,7%
Être abusé.e sexuellement	11,9%	20,9%	17,6%	24,5%

Annexe 10 :

Intention d'appeler la police et confiance accordée en la police par les personnes homosexuelles, bisexuelles, pansexuelles, et les personnes ne souhaitant pas préciser leur orientation sexuelle :

N= 245

	Moyenne générale	Personnes homosexuelles N=20	Personnes bisexuelles N=132	Personnes pansexuelles N=63	Ne souhaitant pas préciser N=30
Aurait l'intention d'appeler la police	45,1%	20%	38,6%	34,9%	53,9%
Confiance en la police	35,9%	20%	24,2%	20,6%	27,5%



Annexe 11 :

Intention d'appeler la police et confiance accordée en la police par les personnes se sentant discriminées en raison de leur religion, de leur origine ethnique ou culture, de leur couleur de peau ou de leur santé ou d'un handicap :

N= 245

	Moyenne générale	En raison de ma religion, de mes convictions N=43	En raison de mon origine ethnique ou ma culture N = 102	En raison de ma couleur de peau N = 53	En raison de mon handicap, ma santé N=22
Aurait l'intention d'appeler la police	45,1%	53,5%	45,1%	43,4%	40,9%
Confiance en la police	35,9%	41,9%	32,4%	32,1%	22,7%



Annexe 12 :

Impact de balance ton bar sur les comportements et l'état d'esprit, plusieurs réponses possibles :

N=826

Je suis plus attentif.ve à la situation d'autres femmes, aux comportements déplacés des hommes	65%
Je ne lâche plus mon verre des yeux	62%
Je n'accepte plus qu'une personne que je ne connais pas ou mal m'offre un verre	55%
Je suis plus inquiet.iète, davantage sur mes gardes	55%
Je ne touche plus à mon verre si je l'ai laissé sans surveillance	51%
Je prévois toujours mon trajet de retour	42%
Je gère ma consommation d'alcool pour garder le contrôle	40%
Je fais davantage attention avant de rentrer dans un endroit que je ne connais pas	34%
J'ai enregistré le 112 dans mon GSM	9%
Je prends des cours de self défense	3%

Je ne sors qu'avec des personnes que je connais bien	50%
Je préviens toujours quelqu'un d'où je vais, avec qui je suis, de l'heure à laquelle je compte rentrer	42%
Je reste dormir chez une personne de confiance si j'habite trop loin ou si je ne suis pas en état de rentrer par mes propres moyens	37%
Je ne sors plus seul.e	33%
On sort moins à l'extérieur, on se voit davantage chez les un.e.s chez les autres	28%
Je ne rentre plus seul.e	26%
Je ne sors plus qu'en présence d'au moins un homme	6%

Je ne vais plus dans les bars incriminés	71%
Je ne vais que dans les bars où je me sens en sécurité	54%



Je ne vais que dans les bars que je connais, qui ont une bonne réputation	45%
Je vérifie la réputation des bars sur les réseaux sociaux	24%
J'ai décidé de ne plus fréquenter ce quartier	10%
Je ne sors plus dans aucun bar	2%